

N° 730 — 4 F
du 17 FEV. au 23 FEV. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Les IUT
en question

**M.-A. Macciocchi
sur la France**

**DEUX
FEMMES**



**A
LA UNE**



**Jeannette Laot
de la CFDT**

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tiemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouïs
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :
G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deshliat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :
J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :
Max Pagis

Collaboration technique :
J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux
Elizabeth Vignati

Promotion :
S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :
Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- La CFDT et les élections municipales. *F. Dalbert* P. 4
Changer de patron ? *Interview de la CFDT personnel municipaux* P. 4/5
Les IUT et le ralbol de février. *M. Domenc, J.-P. Gilly* P. 6/7

Briser la chaîne

- Lip : des emplois, pas de flics ! *Y. Sparfel* P. 8
Rhône-Poulenc : le textile à l'encan. *J.-Y. Rognan* P. 9
Imprimerie : toujours l'impasse. *M. Camouïs* P. 10

Notre dossier

- Comment peut-on être Français ? *M.-A. Macciocchi* P. 11/14

Les choses de la ville

- Bretagne : derrière la façade P. 15

Et pourtant elle tourne

- Tunisie : la trêve précaire. *Khenais Chamari* P. 16/17
On m'appelait « Frenchie... ». *Ph. Marielie* P. 18

Les armes de la critique

- « Pour un théâtre politique ». *Marcel Maréchal, propos recueillis par F. Gastellier* P. 19

La parole à

- Jeannette Laot : femme militante. *Propos recueillis par S. Lierhmann* P. 20/21
« L'homme n'est pas maître de son imaginaire ». *Interview d'Alain Resnais, par F. Gastellier* P. 22
Jean Rousselot : poésie ininterrompue. *M. Lay* P. 24



courrier des lecteurs



Denis C., de Grenoble : Salut l'équipe !

J'ai été agréablement surpris de trouver dans *TS* un article sur

l'hebdo qui va se lancer à Rouen. Une ou plutôt deux précisions au passage : je ne crois pas qu'il s'appellera *Grand Rouen* [...] mais *La Tribune*. Au passage, vous auriez pu indiquer l'adresse : 238, rue de Montainville, près de l'église de St-Maclou.

Mais ceci n'est pas le plus important. Il existe, et vous devez le savoir, d'autres expériences de ce type en France : *Ville ouverte*, 60 bis, av. A.-Grégoire à Grenoble (bimensuel qui tente de lutter contre le monopole du *Dauphiné-libéré*), *Sud*, 5-7, rue des Tessiers à Montpellier. D'autres expériences du même type sont encore en train de naître ailleurs. Il serait peut-être bon que *TS* s'en occupe un peu. Si vous avez envie et si vous le jugez nécessaire, je puis vous aider.

Tout à fait d'accord avec tes remarques. Pour parler de tous

les journaux que tu cites, il suffirait que nous les recevions régulièrement. Aussi nous prenons acte de tes propositions.

Jacques M., d'Annecy-le-Vieux, trouve « désagréable cette espèce de masochisme de crise au sein du PSU, entretenu ou ranimé lors de certains événements propres au parti. Le dernier numéro de *TS* n'a pas failli à la coutume [...]. Un peu d'optimisme s'il vous plaît et de l'air dans les voiles pour répondre à l'auto-intoxication journalistique de nos confrères gauchistes.

L'article « Les oppositions en URSS » était intéressant. A quand un article un peu approfondi sur le mouvement de la Charte 77 en Tchécoslovaquie ?

C'est vrai : en raison de notre jour de parution, nous n'avons pas pu faire une revue de presse complète des échos que le congrès du PSU a suscité çà et là. Quant à la Tchécoslovaquie, notre prochain numéro en rendra

compte et... de manière approfondie.

Un autre lecteur assidu de *TS* se pose la question : « Pourquoi concurrencer *TC*, *PH* et autres journaux de gauche existants ? Eux, c'est leur métier et leur devoir d'informer le public et d'écrire sur tous les sujets, et nous devons les soutenir en priorité (quelle que soit notre appréciation sur leur compte) pour sauvegarder la liberté d'information et d'expression dans ce pays. »

Bien. Mais précisément, il convient d'être conséquent : sauver la liberté d'information et d'expression, c'est sauver le pluralisme ; et sauver le pluralisme c'est aussi sauver *TS*, qui ne se confond pas avec *TC* ou *PH*. *TS* est l'hebdomadaire du PSU et le PSU a son mot à dire, oui, et sur « tous les sujets ». Sommes-nous à la hauteur ? Nous n'aurons pas l'outrecuidance de l'affirmer. Bien des progrès restent à faire. Nous nous y efforçons, non ? ■



neuf basques victimes de l'arbitraire

Le maintien de neuf Basques en assignation à résidence à l'île d'Yeu sur décision arbitraire du ministre de l'Intérieur français constitue un véritable scandale qui ne saurait se prolonger.

En effet, ces militants dont le seul crime est d'être des antifascistes, sont surveillés jour et nuit par un dispositif policier dont l'ampleur montre le caractère à la fois odieux et ridicule de la politique répressive du pouvoir.

C'est pour cela que le PSU est pleinement solidaire de la campagne menée en leur faveur. Il demande à ses militants de participer au

**Rassemblement
de protestation
20 février, 10 h 30
aux Sables-d'Olonne**

Signatures de soutien à adresser : 21, rue Jacques-Cartier, 85000 La Roche-sur-Yon.

éditorial

autogestionnaires ou gestionnaires ?

A mesure qu'approchent les échéances politiques décisives, les projets réels des dirigeants du Parti socialiste se précisent. Coup sur coup, les déclarations de Jacques Attali et de François Mitterrand sur les nationalisations et le colloque socialiste sur la politique industrielle sont venus apporter là-dessus des lumières fort utiles.

En ce qui concerne les nationalisations, on sait maintenant que le Parti socialiste, non seulement n'admettra aucune extension à celles que prévoyait il y a cinq ans le Programme commun, mais encore que la façon dont il entend indemniser la totalité des actionnaires revient à leur assurer de conserver l'intégralité de leur capital et à leur garantir la participation aux bénéfices. Il est vrai qu'avec ce système, il n'y aura pas « confiscation » des entreprises par l'Etat. Ce dernier se propose simplement de gérer un capital continuant d'appartenir à ses actuels propriétaires. On se demandait comment messieurs les actionnaires allaient en cas de victoire de la gauche, échapper à la menace de la nationalisation : intégration préalable à des multinationales, fragmentation des trusts en sociétés apparemment indépendantes, etc. Voici que, de l'autre côté, leur est fournie une solution-miracle : la nationalisation sans perte et la participation au profit.

On ne saurait plus élégamment vider de leur contenu les seules mesures du Programme commun qui étaient susceptibles d'introduire des éléments de rupture avec le système capitaliste.

Si l'on se tourne maintenant vers le colloque sur la politique industrielle et les déclarations que les leaders du PS ont multiplié à cette occasion, on fait des constatations encore plus édifiantes. En matière de lutte contre le chômage, d'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de travail, nous sommes avertis que les dirigeants socialistes seront très prudents. « Ni rêve, ni démagogie » a dit M. Jean-Pierre Bachy.

L'abaissement de l'âge de la retraite n'est à prévoir que très progressivement. Pas de mesures « brutales et coûteuses » a précisé Michel Rocard. Pas d'abaissement global des horaires hebdomadaires, car les effets économiques risquent d'en être fâcheux. C'est-à-dire que l'on en reste bien au-dessous des points inscrits dans le Programme commun et très loin des revendications syndicales communes à la CGT et à la CFDT.

SUR un plan plus général, il apparaît que la préoccupation essentielle de la politique industrielle préconisée par le PS est de rassurer les possédants et d'aboutir à un pacte de coexistence pacifique avec l'entreprise privée dont Jacques Attali propose de favoriser le développement, à partir de la nationalisation du crédit.

François Mitterrand donne la touche finale à ce programme en rivalisant de libéralisme avec le pouvoir : « l'étatisation, c'est eux, pas nous », et en marquant les frontières à ne pas franchir. Il n'est pas question de quitter le terrain de l'économie de marché.

AINSI des questions essentielles sont posées aux militants du Parti socialiste, particulièrement à ceux qui se sont engagés récemment dans un parti où ils ont cru trouver un instrument de combat pour l'autogestion et où ils voient se lever une légion de gestionnaires.

Mais ces questions sont posées aussi à tous les travailleurs pour qui une victoire de la gauche doit conduire à autre chose qu'à un replâtrage de la société « libérale ».

Victor LEDUC ■

humeur: overdose...

L'affaire est trop grave pour que TS ne prenne pas position. Il ne se passe pas de jours sans que la presse nous apporte une triste nouvelle de plus : un mort par-ci, un mort par-là... trop c'est trop et ce n'est pas parce que l'on se réclame de la liberté et d'une société laissée au libre arbitre de la population qu'il faut tolérer l'intolérable.

Partout, les « salopards » que Michel Droit dénonçait samedi dernier à *France-Inter* sont à l'œuvre : pas un journal, pas un livre, pas un film presque où l'on n'encourage pas, au moins implicitement, à l'usage de cette drogue. Bien sûr, certains vous diront qu'un petit extra de temps en temps, pour rêver, pour tuer le temps ou pour oublier, cela ne peut pas faire de mal, cela ne tire pas à conséquence.

Et puis, un jour, d'abus en abus, on se retrouve à l'hôpital. J'y suis allé, j'ai vu, j'ai écouté le récit des déchéances, j'ai vu les mains qui tremblent en attendant une nouvelle dose. C'est terrible : ces jeunes et ces moins jeunes ont commencé, un jour, parce que des inconscients leur avait dit que cela ne faisait pas de mal et que c'était un moyen comme un autre d'affirmer leur personnalité. J'ai vu, comme dirait le journaliste de *France-Soir* préposé aux interviews déchirantes, ces familles brisées, ces parents désespérés, ces médecins impuissants laissant repartir des malades en sachant qu'ils vont retomber dès qu'ils retrouveront un de leurs copains, dès qu'ils retrouveront leurs ennuis, leurs vies grises et sans espoir.

Ces voyages dont on ne revient pas, cet oubli artificiel qui menace notre belle jeunesse, il faut les dénoncer avec vigueur, tous les matins dans nos bons journaux, car les statistiques du ministère de la Santé sont formelles :

en 1975 on a compté en France, 3 800 morts pour « alcoolisme et psychose alcooliques ». Un chiffre qui ne tient pas compte de ceux que l'alcool a aidé à mourir en affaiblissant leur organisme.

Alors ne nous emmerdez pas, chers confrères, avec votre fléau qu'est la drogue en France, car vous avez largement dépassé la dose ; ou bien faites-nous trois semaines de gros titres sur le pinard et l'alcool qui tuent. Racontez-nous avec des sanglots dans la plume comment la bibine et les boissons frelatées ruinent la santé de dizaines de milliers de gens, décrivez-nous ces ravages, nommez les responsables des trafics, faites la chasse aux publicités pour ce qui est un poison lorsqu'il est pris à haute dose, penchez-vous sur les raisons de l'alcoolisme et de la saoulographie. Fustigez ces assiettes de bistrot sur lesquelles on peut lire « l'alcool tue lentement, on s'en fout on n'est pas pressé ».

Une quarantaine de morts par an contre 3 800 par l'alcool et 120 000 par la baignole. C'est encore 40 de trop, mais ce n'est un « fléau » que parce que vous vous êtes aperçu que l'usage de la drogue concernait la plupart du temps des gens qui vomissent sur la société que vous soutenez. L'alcoolisme, lui, est de bon ton, sauf lorsque par malheur il détruit une famille de travailleurs. Et tant pis, n'est-ce pas, si la fortune des marchands de pousse-au-crime se construit sur le budget de la Sécurité sociale.

Pourriez pas parler de cela, vous les socialistes et les communistes au lieu de réclamer des poulets pour la répression et de gémir sur la décadence de la bourgeoisie ?

C.M. VADROT ■

où va la France ?

la CFDT et les élections municipales

C'est le titre d'une brochure (1) que vient de publier la CFDT afin de préciser ses positions à l'occasion de la prochaine échéance électorale. Elle rappelle, bien sûr, que la CFDT « doit réaliser un travail syndical et ne pas se substituer aux partis », et qu'« il n'y a pas de programme CFDT concurrent de ceux des partis ».

Mais elle ne peut ignorer que dans de nombreuses villes et villages les militants syndicaux vont prendre part à une confrontation dont chacun sent bien qu'elle revêt une grande importance politique. La situation est évidemment plus simple aujourd'hui qu'il y a six ans : on risque sans doute moins de voir, comme à l'époque, des militants CFDT sur des listes ambiguës (et penchant même parfois à droite). Mais, dans une conjoncture où la dominante unitaire, à gauche, s'accompagne souvent de bien des conflits, il est clair que l'appoint de militants syndicaux sera souvent décisif pour emporter la décision du côté de tel ou tel partenaire.

D'où l'intérêt de cette brochure et des idées qui y sont développées sur les trois thèmes principaux de l'analyse de l'institution communale, des exigences revendicatives et de l'attitude à l'égard des programmes municipaux des partis de gauche.

L'analyse de la municipalité, de sa fonction, de ses tâches et de ses problèmes est fort intéressante et diffère de bien des discours fréquemment tenus à gauche. Notamment en ce qui concerne la démystification des émouvantes déclarations sur la « commune cellule de base de la

démocratie ». Les rédacteurs montrent bien que la commune, institution d'origine bourgeoise, n'est même plus aujourd'hui une communauté, dans la mesure où l'éloignement du lieu de travail par rapport au lieu d'habitation, sous la pression de la spéculation capitaliste, renforce la ségrégation sociale. Pas étonnant dans ces conditions que les travailleurs perçoivent souvent mal comment ils peuvent avoir prise sur la gestion municipale !

Pour tenter de les amener à peser dans le débat, la note insiste sur quatre grandes exigences revendicatives à l'égard des prétendants à la gestion municipale auxquels elle demande :

1° d'accorder des moyens de fonctionnement aux organisations syndicales ;

2° de soutenir les luttes et de défendre l'emploi ;

3° d'améliorer le cadre de vie ;

4° de développer une véritable démocratie locale.

Propositions très concrètes précises et détaillées qui convergent très largement avec celles défendues par notre propre charte. Avec, peut-être, une hésitation en ce qui concerne les assemblées et les comités populaires de quartier qui semblent éveiller quelques craintes chez nos camarades des services confédéraux du square Montholon.

Craintes de manipulation aussi bien par quelques groupuscules « forts en gueule » que par la droite la plus traditionnelle. Crainte, aussi, de voir ces organismes se transformer en simples courroies de transmission de la bureaucratie municipale, comme cela se pratique dans bon nombre de municipalités de gauche actuellement. Le problème est réel et reconnaissons honnêtement que nous n'avons peut-être pas été assez clairs et explicites dans notre charte. Disons donc précisément que nous refusons (comme le document confédéral) de voir ramener ces assemblées et ces comités à de simples courroies de transmission. Dans le débat qui nous occupe aujourd'hui, au sein de la gauche, c'est bien le problème principal. Mais l'inverse, nous n'imaginons pas qu'il soit possible de multiplier des « contre-pouvoirs à froid » qui se substitueraient aux municipalités élues. La question se posera peut-être un jour. Ça n'est pas le problème du moment. Mais nous entendons mettre au premier rang de nos préoccupations l'autonomie de

ces comités, garantie de leur capacité à exprimer vraiment les revendications des habitants. Et dans cette perspective nous ne percevons aucune contradiction entre nos positions et celles de la CFDT.

La présentation, par la brochure, des programmes des différents partis de gauche (MRG, PS, PSU, PCF) montre qu'en tout cas notre charte a été lue avec attention et que ses thèmes principaux ont été parfaitement compris : « pour le PSU, la participation aux institutions communales n'a de sens que si elle prend appui sur le mouvement populaire, et si elle contribue à son développement. La campagne électorale devra être l'occasion de l'organisation d'un vaste

débat public, associant toutes les forces politiques et syndicales anticapitalistes... » Ajoutons que les thèmes du contrôle populaire, également pris en compte, et correctement définis, précisent nettement l'originalité de nos positions par rapport à celles de la gauche traditionnelle.

On comprendra qu'il nous paraisse utile, pour tous les militants, de lire, et de savoir utiliser, cette brochure au cours du vaste débat public des prochaines semaines.

François DALBERT ■

(1) La CFDT et les élections municipales, janvier 1977 ; 26, rue Montholon, 75009 Paris, 42 p., 6 F.

CFDT-personnel municipaux : changer de patron ?

A.R.P.P. (1) : En mars, les élections municipales vont vous faire changer de « patron ». D'abord, qui sont ces personnels communaux dont il est peu parlé dans l'actuelle campagne ?

INTER-CO : Il y a 600 000 travailleurs communaux en France. La commune est d'ailleurs souvent le plus gros employeur local, surtout dans les grandes villes (par exemple, Marseille : 9 000 employés !).

Ce personnel se divise en 390 000 titulaires et 200 000 non titulaires.

Les non titulaires se répartissent en :

- **Auxiliaires**, constitués par les catégories socio-professionnelles les plus défavorisées (agents de bureau, femmes de service, agents techniques, nettoyage) où l'on retrouve le plus souvent des femmes et des immigrés...

- **Contractuels**, le statut du personnel communal n'ayant pas été adapté aux tâches nouvelles (exemple : les animateurs de centres sociaux).

A.R.P.P. : Quelles sont les tâches des personnels communaux ?

INTER-CO : Il y a 3 types de tâches :

- **techniques** : il s'agit de l'entretien, du nettoyage, des parcs et jardins qui emploient à peu près la moitié du personnel,

- **sociales** : où l'on retrouve les personnels des crèches, des cantines scolaires et le personnel des centres sociaux ou de l'animation de quartier.

Ainsi, dans la région parisienne, les communes essaient de municipaliser les centres sociaux qui dépendaient d'organismes privés (ex. ALFA, centre dépendant de la CIC) ; c'est le cas à Bagneux, Maisons-Alfort, Créteil. Malheureusement, si l'on municipalise les structures, certaines municipalités mettent le personnel à la disposition de la Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture — de sorte que celui-ci a toujours un statut peu sûr.

- **administratives** : état-civil, élections, tâches administratives.

A.R.P.P. : Dans la brochure qu'elle consacre aux élections municipales, la CFDT sou-

ligne le sous encadrement des personnels et une tentative de prise en main de leur formation par le pouvoir central.

INTER-CO : Les tâches que doivent accomplir les communes sont de plus en plus complexes : circulation dans les grandes villes par exemple. En outre, se développent des tentatives de privatisation de certains services. Pour faire face à cette situation nous refusons les solutions proposées par le rapport Guichard qui va jusqu'à envisager la création du grade d'administrateur communal sortant de l'ENA.

C'est une tentative de technocratisation du pouvoir communal.

Nous pensons que l'on peut remédier aux problèmes actuels par le développement de la formation professionnelle et permanente et la création de postes d'attachés communaux qui seraient à la fois ouverts aux diplômés de l'université et aux personnels municipaux.

En tout cas, pour nous, favoriser le développement des compétences du personnel ne signifie pas multiplier la hiérarchie.

A.R.P.P. : Est-ce que le « clientélisme » de certains maires dont parle la brochure citée de votre confédération, et plus brutalement « le piston » dans le recrutement n'est pas pour une part à l'origine de ces difficultés ?

INTER-CO : Il ne faut pas généraliser. Toutefois, il ne faut pas nier que le problème existe dans certaines communes et certaines régions.

A.R.P.P. : Pour revenir aux élections de mars, qu'est-ce que vous demandez aux futurs élus ?

INTER-CO : Nous considérons que nous dépendons de deux niveaux de pouvoir.

L'Etat-patron d'abord. Depuis 1952, il existe un statut des personnels communaux à peu près calqué sur celui de la Fonction publique et les modifications apportées à la situation des fonctionnaires nous sont généralement étendues par un arrêté ministériel.

Ainsi, en matière de salaire (une femme de ménage débutante commence à 1 800 F), les Maires n'ont

...RENDRE
LE
POUVOIR
AUX
CITOYENS

AN!
C'EST POSSIBLE ?



Photo Tribune socialiste

quasiment aucun pouvoir pour satisfaire nos revendications qui sont celles générales des fonctionnaires CFDT.

Et puis, il y a « le Maire-Patron ». Même en matière de salaire, il peut prendre des initiatives, par exemple : embaucher des employés dans une position qui ne soit pas la plus basse : cela se fait dans les Hauts-de-Seine et des négociations sont en cours avec l'Association des Maires de la petite couronne. Au « Maire-Patron » nous demandons aussi une amélioration des conditions de travail par la réduction des heures pour arriver à 35 heures par semaine. Déjà dans la plupart des villes, la majorité des personnels fait 40 heures mais une des principales revendications reste la titularisation de tous les personnels. Une circulaire ministérielle prévoit que les dispositions applicables au personnel de l'Etat soient étendues à l'ensemble du personnel communal qui attend le bon vouloir des Maires pendant 10 ans et plus.

A.R.P.P. : Est-ce que les « employeurs-élus » respectent les libertés syndicales ?

INTER-CO : C'est très variable, y compris dans les municipalités de gauche, quand on sait que Defferre a appelé l'armée pour briser une grève d'éboueurs, ce que n'a pas fait dans la même situation, Pradel à Lyon.

Pour les libertés syndicales ; l'ensemble des organisations syndicales

a signé un protocole d'accord avec l'Association des Maires qui reconnaît la section locale et les crédits d'heures, mais nous réclamons l'heure d'information mensuelle, ainsi que la reconnaissance du pluralisme syndical et la suppression de l'obligation de réserve.

L'obligation de réserve qui s'applique à nous, est celle de la Fonction publique. Si nous pensons que la discrétion professionnelle peut s'expliquer pour certaines catégories, en revanche nous sommes en désaccord avec la notion de « neutralité » du travailleur municipal. Il a ses opinions et doit pouvoir les exprimer comme les autres habitants de la commune.

A.R.P.P. : La gauche, ou l'extrême gauche, demain dans les municipalités ?

INTER-CO : Il faudra d'abord qu'elle mette un coup d'arrêt à la privatisation en matière de voirie, d'urbanisme, de transport scolaire, d'informatique.

Ainsi on est en train de transformer les offices H.L.M. en OPAC (Office public d'aménagement concerté), institutions à la fois de droit public et de droit privé dont la vraie finalité est pour nous, la pénétration des capitaux privés. Les personnels titulaires de ces offices doivent choisir entre conserver le statut de droit public d'origine ou le statut de l'OPAC — statut qui mélange lui aussi des situations de droit privé et de droit public

et qui est semble-t-il illégal. Ce statut a pour effet de faire échapper le personnel aux garanties et au contrôle de statut communal ce qui nous paraît dangereux. Nous nous battons contre ce statut avec certains élus de gauche, notamment dans la région parisienne. Cela dit, la municipalité ne peut résoudre tous les problèmes. Pour l'eau par exemple dominée par deux entreprises : la Lyonnaise et la Compagnie générale des Eaux, il y a 3 usines de traitement pour la région parisienne. Le débat devra porter sur la nationalisation de ces sociétés.

A.R.P.P. : A l'occasion des prochaines élections, un certain nombre de partis développent leurs thèses sur le contrôle populaire. Quelle est votre position à ce sujet ?

INTER-CO : C'est aussi un débat à l'intérieur de notre Fédération.

Pour nous les Collectivités locales sont la base même du pouvoir politique et c'est important de voir comment s'y produisent les rapports sociaux.

Pour les travailleurs municipaux que nous représentons, ils se trouvent quelquefois dans une situation ambiguë par rapport au débat sur le mode de gestion et de contrôle des affaires municipales. Ils sont en effet citoyens mais des citoyens bien informés, et il faudrait qu'ils puissent dire leur mot sur la gestion. En même temps ils ont des revendications comme travailleurs et il faut qu'ils trouvent des interlocuteurs sûrs qui puissent s'engager en face d'eux.

A.R.P.P. : Avez-vous discuté de tout ça avec les partis ?

INTER-CO : Oui, nous avons invité les partis de gauche et d'extrême gauche, le PC et le MRG ne sont pas venus.

La remarque générale que nous avons faite, c'est que la situation du personnel communal n'était pas souvent bien connue des partis politiques.

Nous avons donc présenté l'ensemble de la plate-forme revendicative à nos interlocuteurs. Ils ont tous

été d'accord pour la satisfaction immédiate de certaines revendications :

- Suppression des groupes I et II (les plus bas).

- Droits syndicaux.

- 40 heures, vers les 35.

Interview de René Bellanger, secrétaire général, et de Jacques Nodin, permanent syndical, de la Fédération des Personnels du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (Inter-co CFDT). ■

(1) L'Agence régionale de Presse de la Région parisienne, qui vient de constituer, vise à rassembler et à diffuser une information « différente » en se liant avec les groupes militants intervenant dans les quartiers. Cette interview est tirée du premier numéro de son bulletin (ARPP, 13, rue de la Roquette, 75011 Paris - 357-14-20).

municipales : allo, video 00 !

Communes : le temps de l'auto-gestion. C'est le titre générique d'un ensemble de quatre films vidéo proposés par le groupe Vidéo 00 et diffusé par Mon œil (1) :

- 1^{er} film : *Elus et population : le partage du pouvoir* (durée 50 mn) ;
- 2^e film : *Pouvoir local contre pouvoir central* (durée 30 mn) ;
- 3^e film : *La commune et son environnement* (durée 30 mn) ;
- 4^e film : *Le budget communal : le comprendre et le contrôler* (durée 20 mn).

Ces films ont été tournés : à **Vandancourt**, village de 600 habitants près de Sochaux-Montbéliard. Dans sa majorité, la population, ouvrière, travaille chez Peugeot ; **Coupvray** : village de 1 200 habitants (cf. TS n° 729) près de Paris, menacé par l'extension d'une ville nouvelle, Marne-la-Vallée ; **Grand Synthe** : ville de 15 000 habitants, près de Dunkerque. Ville ZUP créée pour loger les ouvriers d'Usinor ; les villes et villages de la vallée de Naussac : vallée qui doit être noyée par un barrage. Les municipalités ont pour la plupart démissionné.

Ne pas confondre vidéo et cinéma ! La vidéo ce sont des images et des sons enregistrés sur une bande magnétique (et non sur un film cinématographique). La prise de vues se fait avec une caméra, reliée à un magnétoscope. La projection consiste à faire passer la bande enregistrée sur un magnétoscope relié à un récepteur de télévision muni d'une prise spéciale.

Attention ! n'importe quelle bande ne passe pas sur n'importe quel magnétoscope. Si vous louez une bande, il est indispensable de préciser quel magnétoscope sera utilisé. ■

(1) Vidéo 00 : 30, rue du Pressoir, 75020 Paris, tél. 636.03.22 ; permanence de 10 h à 13 h. Mon œil : 20, rue d'Alembert, 75014 Paris. Tél. 331.69.00, des membres du groupe peuvent venir présenter les films.

Née en mai 1974, la Fédération CFDT des personnels du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de leurs services (Interco-CFDT) est une organisation jeune. Elle regroupe les employés communaux et le personnel des services des eaux, le personnel d'Etat des préfectures — dont ceux de la préfecture de police de Paris — les agents départementaux qui dépendent des conseils généraux et les policiers. Soit 850 000 travailleurs dont 600 000 employés communaux et des OPHLM.

S'agissant des employés communaux, secteur où la CFDT était peu implantée avant 1968, les dernières élections professionnelles donnaient 40 % des voix à la CGT, 30 % à FO et près de 10 % à la CFDT qui, en progression constante ces dernières années, compte bien dépasser la barre des 15 % aux élections professionnelles qui suivront les prochaines élections municipales. ■



les IUT et le ralbol de février

1977 ne faillira pas à la « coutume » : comme chaque année, à la même période, les étudiants des IUT sont en grève. Mais que sont ces IUT qui défrayent si souvent la chronique ? Issus de la réforme Fouché, les Instituts universitaires de technologie forment, en deux ans, des techniciens supérieurs, c'est-à-dire des intermédiaires techniques, des « tampons » entre, d'une part, les ingénieurs et cadres, d'autre part les ouvriers ou employés.

Ces instituts apparaissent comme les nouveaux fleurons de l'école capitaliste. Pâles reflets des grandes écoles qu'ils essayent d'imiter, ils n'ont cependant rien à voir avec ces universités bavardes où l'on théorise sans fin et où l'on coupe les epsilons en quatre. Ici, c'est du pratique avec une formation professionnelle et technique en prise directe avec la réalité industrielle; ici c'est du sérieux avec des horaires hebdomadaires de 30 à 40 heures et une année scolaire qui commence fin septembre pour se terminer fin juin; ici les étudiants étudient, les enseignants enseignent, les administrateurs administrent... Pourtant, tous les ans, pendant plusieurs semaines, la machine IUT se détraque. Pourquoi ?

grèves en cascade

● **Première cause de mécontentement** : les mesures prises, notamment cette année, par le secrétariat d'Etat aux universités à l'encontre des IUT : en juin 1976, c'est le projet de réduction massive des horaires d'enseignement : licenciement des personnels et dévalorisation de la formation sont donc à prévoir bientôt ;
— c'est la réduction de la dotation en heures supplémentaires : l'enseignement ne pourra être assuré normalement jusqu'à la fin de l'année scolaire ;

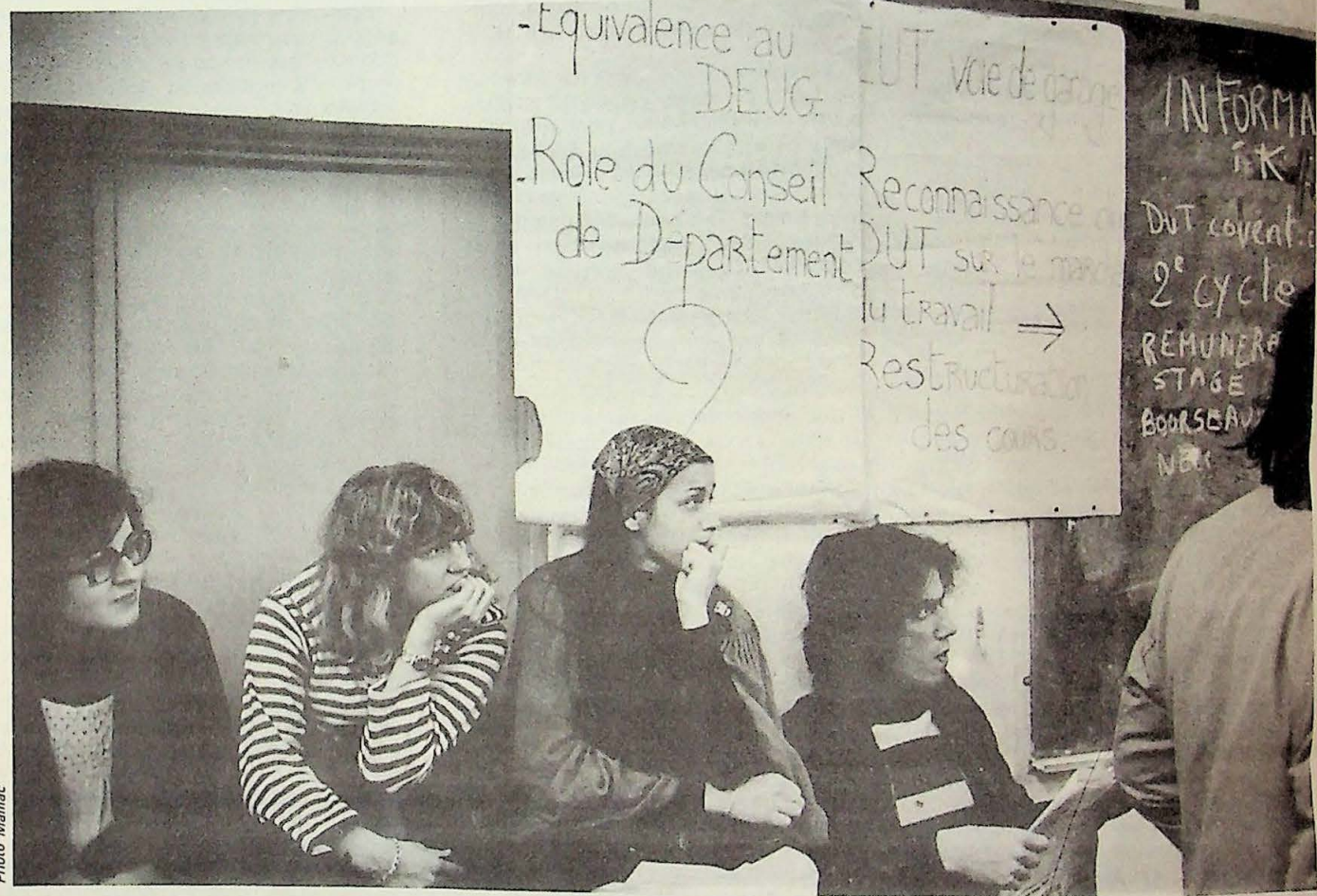


Photo Maillac

IUT : un déchet considérable			
	Etudiants inscrits en 1 ^{re} année (y compris redoublants)	DUT	Poursuite des Etudes
en 1971	231 (31)	114 (dont 10 red. de 2 ^e année)	26
en 1972	193 (36)	124 (dont 27 red. de 2 ^e année)	14
en 1973	245 (27)	118 (dont 27 red. de 2 ^e année)	17

— c'est la suppression de 108 postes d'enseignants : elle a déjà provoqué des licenciements ;
— ce sont les menaces sur les enseignements par petits groupes : on leur préfère les cours magistraux ;
— c'est enfin le projet de révision des programmes. Les objectifs du secrétariat d'Etat à cet égard ? Mieux ajuster la formation IUT aux besoins immédiats du patronat ; spécialiser encore plus la formation ; restreindre les possibilités de poursuivre les études.

On en débat dans les assemblées générales d'enseignants et d'étudiants qu'organisent les syndicats ou l'administration : Alice veut-elle démanteler les IUT ?

Non, les IUT ne sont pas fondamentalement mis en cause par le pouvoir.

Qu'ils se tournent maintenant vers les entreprises et la taxe d'apprentissage !

Or, si l'austérité fait, dans l'immédiat, clamer les employeurs transformés en bailleurs de fonds, elle n'est pas, à long ou moyen terme, si défavorable aux patrons : ne leur donne-t-elle pas l'occasion d'accroître leur ingénierie dans l'appareil de formation ? L'un des objectifs majeurs des dispositions prises par Alice est de substituer aux universitaires non titulaires, *a priori* suspects d'indépendance vis-à-vis du patronat, des « professionnels » choisis, bien sûr, par les patrons. En obligeant les IUT à restreindre la part allouée, dans les programmes, aux enseignements généraux et critiques, l'austérité fournit aussi au patronat une bonne raison

Ne fournissent-ils pas au patronat un personnel qualifié, adaptable à l'évolution des techniques modernes, et s'intégrant sans problèmes dans l'organisation actuelle du travail dans les entreprises ? Et qui mieux est, un personnel dont on ne reconnaît pas les diplômes dans les conventions collectives, ce qui autorise les employeurs à nier sa qualification et à le rémunérer médiocrement. Le CNPF n'a d'ailleurs pas hésité à défendre publiquement les IUT contre les attaques du gouvernement.

Y aurait-il donc des désaccords entre un patronat moderniste et un gouvernement utilisant, malgré son caractère libéral avancé, la politique du bâton à l'Université ? Nous ne le croyons pas.

Pour le secrétariat d'Etat, il s'agit d'appliquer à l'IUT comme ailleurs la politique d'austérité. Si les IUT, à leur création, ont pu bénéficier de quelques générosités, c'est bien fini !

de ne pas reconnaître les diplômes. Et en tuant dans l'œuf toute velléité d'innovation et de recherche pédagogiques, elle prévient toutes ces interrogations précieuses d'où naît la subversion.

Pas d'illusion donc sur les divergences entre CNPF et pouvoirs

Michel Domenc, assistant en psychologie, et Jean-Pierre Gilly, maître de conférences, tous deux à l'IUT de Toulouse viennent de consacrer aux Instituts universitaires de technologie un ouvrage intitulé : **les IUT : ouverture et idéologie. Les techniciens supérieurs : cadres ou ouvriers ?** Paris, éd. du Cerf, 1977, 272 p., coll. « Attention », 45 F, dont nous rendrons compte prochainement. Le livre est disponible à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

publics : Alice et Ceyrac sont bien d'accord sur le fond, même si des tiraillements conjoncturels masquent leur entente profonde.

On le voit, les motifs de mécontentement, cette année, ne manquent pas. Mais là ne sont pas, à notre avis, les seules ni les principales raisons du mouvement de grève dans les IUT.

tous de futurs chômeurs

● **L'inquiétude sur l'avenir.** Aurons-nous un emploi ? Quel emploi ? est au fond du malaise que traduisent les grèves. « Nous sommes tous de futurs chômeurs » peut-on lire sur les affiches et les banderoles. Les revendications des étudiants portent aussi bien sur les conditions de qualification, de rémunération et de promotion qui seront les leur dans la vie professionnelle. Et ces revendications conduisent tout naturellement à prendre contact avec les organisations de travailleurs pour parler grille unique des salaires, hiérarchie, contenu du travail, qualifications... Ces contacts — avec la CGT et la CFDT — font découvrir la réalité sociale du travail, aident les étudiants à mieux situer leur combat dans la lutte que mène l'ensemble du mouvement ouvrier.

« laissez-nous vivre »

● **Dernier motif de grève** qu'il ne faut pas sous-estimer : le « ras-le-bol ». Deux exemples pris à l'IUT de Toulouse cet hiver (les grèves n'attendent même plus le printemps !) sont significatifs : les étudiants d'un département, en grève active depuis plusieurs jours, votent une « grève-vacance » d'une semaine. Dans une autre section, ils se prononcent très sérieusement en assemblée générale (bulletin secret, appel sur les listes, quorum nécessaire), pour la grève, prévoient des commissions pour l'animer mais, de toute la matinée, ne disent mot sur le pourquoi de la grève ni sur ses objectifs revendicatifs : « la grève ça se suffit en soi ».

Manque de sérieux ? « Fumisterie » ? Irresponsabilité ? Non. Car l'IUT, c'est 32 à 40 heures de cours par semaine ; plus les heures de travail personnel ; plus les « contrôles continus de connaissance » qui engendrent un bachotage continu. L'IUT, cest le contrôle systématique des absences, c'est un enseignement éclaté en une multitude de disciplines mal reliées, c'est la division maintenue entre savoir manuel et savoir intellectuel. Sans parler de la difficulté de vivre dans ces déserts culturels et relationnels que sont les campus, ni des conditions matérielles de plus en plus difficiles pour des étudiants dont beaucoup sont issus de familles populaires.

Dès lors, on comprend mieux l'attitude déconcertante des étudiants : ne réagissent-ils pas à leurs conditions de vie et d'étude comme certains travailleurs réagissent, de manière non consciente, à l'exploitation capitaliste par l'absentéisme, le « turnover », le freinage à la production ?

Mais cette forme de résistance traduit aussi l'incapacité des organisa-

tions étudiantes à exprimer, à éclairer, à dépasser les inquiétudes et les aspirations de leur milieu. L'UNEF avance des revendications inadaptables et se montre par trop hostile aux mouvements que ne contrôlent pas les organisations établies. L'extrême gauche propose des réponses théoriques dont l'intérêt est mal perçu par un milieu replié dans la résistance passive et qui ne sait comment traduire ses refus en revendications positives.

les IUT : un avant-goût d'usine

Lié au monde ouvrier, partisan de l'autogestion, le MAS n'est-il pas mieux outillé pour faire avancer les choses, montrer le lien entre l'école et le monde du travail ? En favorisant le débat sur les conditions et le contenu des études, il a les moyens de faire comprendre comment on apprend, à l'IUT, à se soumettre à la hiérarchie, à vénérer la compétence, à jouer la promotion individuelle. Dévoiler, en liaison avec la classe ouvrière, la fonction idéologique de l'appareil de formation, c'est aussi préparer les étudiants à se battre dans leur entreprise demain.

Mais les techniciens supérieurs qu'ils seront alors se situent-ils du côté des ouvriers ou du côté des patrons ? Leur situation objective dans le processus de production devrait les ranger dans la classe ouvrière : la majorité d'entre eux sont, au sortir de l'IUT, versés « à la production » et investis de tâches d'exécution. Les choses sont cependant moins claires sur le plan subjectif : parmi les ouvriers diplômés des IUT, fort peu sont syndiqués à la CGT et la CFDT. De fait, les techniciens supérieurs bénéficient en général de conditions de travail et de rémunération décentes, d'un statut professionnel et social honoré, de considération ; « couche-tampon » entre ouvriers et cadres, la catégorie sociale qu'ils représentent est éminemment perméable aux valeurs de la bourgeoisie : efficacité, rentabilité, promotion individuelle « au mérite »... Le discours de l'IUT d'ailleurs le leur promet : « avec du travail, vous deviendrez cadre... »

La réalité pourtant est bien différente : 1 à 2 % des techniciens supérieurs passent chaque année dans la catégorie des cadres. Et leurs déqualifications — absence de responsabilité, travail parcellisé, rémunérations en déclin, etc. — a toute chance de s'accroître dans les années à venir : denrée moins rare qu'autrefois grâce justement aux IUT, le technicien supérieur tend à se dévaluer sur le marché du travail. La réalité de cette barrière hiérarchique et de cette dépréciation devrait favoriser la solidarité de cette catégorie sociale intermédiaire avec le mouvement ouvrier.

Plus intense seront les luttes qui dans l'appareil de formation remettent en cause l'idéologie dominante, plus les chances de ce processus seront grandes.

Michel DOMENC
Jean-Pierre GILLY ■

deux enquêtes que pensent les techniciens supérieurs de leur travail ?

Technicité et qualification du travail utilisation des aptitudes

	Enquête I		Enquête II	
	D'accord		D'accord	
Pour faire ce travail, il faut maîtriser un certain nombre de techniques ou le travail ne présente aucun intérêt car il pourrait être réalisé par quelqu'un ayant une formation inférieure à la mienne	59 %		59,5 %	
	41 %		40,5 %	
Ce travail me permet d'utiliser un certain nombre de techniques, de méthodes de pointe ou Dans ce travail, j'utilise des techniques dépassées, anciennes.	75,5 %		51 %	
	24,5 %		49 %	
Utilisation des aptitudes personnelles	Oui	Non	Oui	Non
	66 %	34 %	68,5 %	31,5 %
Travail en rapport avec la formation reçue	Oui	Non	Oui	Non
	46 %	54 %	61,5 %	38,5 %

Répétitivité et autonomie du travail

	Enquête I		Enquête II	
	C'est un travail intéressant, on apprend toujours des choses nouvelles. ou C'est plutôt monotone, il faut souvent recommencer la même chose.	65 %		80 %
	35 %		20 %	
C'est un travail intéressant, on peut l'organiser comme on veut. ou C'est un travail ennuyeux, car on ne peut pas prendre d'initiatives.	58 %		75 %	
	42 %		25 %	

Finalités du travail et contrôle des décisions

	Enquête I		Enquête II	
	très souvent ou assez vrai	rarement ou jamais vrai	très souvent ou assez vrai	rarement ou jamais
Les décisions ne sont pas toujours conformes à ce que nous avons rationnellement étudié et prévu	49	51	59,5	40,5
Nous ne savons pas toujours pourquoi on nous a confié une tâche, quelle utilisation en sera faite	19	81	16	84

une épine pour les sociétés de production

Il y a huit jours, les artistes-interprètes prolongeaient leur grève, reconductible, par un vote quasi unanime jusqu'au 13 février. Ce dimanche 13, c'est avec la même unanimité (mais tout en se posant de sérieux problèmes, spécialement financiers) qu'ils ont décidé, en assemblée générale, de continuer la grève jusqu'au jeudi 17 février minuit, par 584 voix sur 627 votants — le vote de l'assemblée statutaire confirmait cette volonté.

Cette détermination, cette discipline ont joué en faveur des artistes dans les négociations, la SFP et les directeurs de chaînes, mis au pied du mur, sont obligés d'avancer les pions.

Si les artistes-interprètes ont reçu des réponses assez favorables sur quatre points (volume de production, ressources, reprise des émissions, moyens accordés pour la réalisation d'émissions de qualité, prix des journées de grève), des points importants n'ont pas avancé et restent à discuter : clauses du doublage, modalités d'application, prix des journées de tournage, rediffusions et commercialisation. La convention collective, signée avec la direction de l'ex-ORTF se terminant en janvier 77, n'a pas été reconduite (elle comportait les

huit heures de travail, les 25 % de paie supplémentaires en cas de dépassement des heures normales, les cadences, le droit de grève). Actuellement, sur le plan juridique, les artistes n'ont plus aucun droit. C'est donc une revendication capitale qui sera au centre des discussions entre négociateurs et qui amènera de nouveaux débats à la base, l'ensemble des artistes y étant tout particulièrement attaché, car l'avenir de leur profession est en jeu.

Cette longue grève des artistes a servi de déblocage à celles menées par les réalisateurs de télévision. Michèle O'Glor, secrétaire du SNRT-CGT (1) disait lors de cette assemblée de dimanche, que si des objectifs unitaires à tous les syndicats de réalisa-

teurs avaient pu être réunis, c'était grâce à la grève exemplaire des artistes-interprètes : toute cette semaine, les réalisateurs vont mener une grève tournante pour obtenir une télévision de qualité réalisée dans des conditions de travail décentes, revendication mise en avant par les artistes.

C'est donc toute la radio et la télé-

ditionnel leitmotiv : « Par suite de l'arrêt de travail de certaines catégories de personnel... » sans autre forme d'explication que nos « radios bavardes » selon la strophe de la chanson de Jacques Bertin, se gardent bien de nous donner !

Même si, par miracle, la SPF et les directeurs de chaînes donnent satisfaction aux négociateurs des artistes-



Photo Tribune socialiste

Jacques Bertin et Marc Ogeret, à l'Assemblée générale des artistes-interprètes.

sion qui vont être désorganisées : ce fut Antenne 2 le 16 février, Radio-France le 17, FR 3 le sera le 22 et l'ensemble du réseau le 23 février. Et, sans doute, nous aurons droit au tra-

interprètes, que ceux-ci puissent gagner et décident l'arrêt de la grève le 17 février prochain au cours de leur assemblée générale au théâtre de l'Athénée, les tournages seront toujours perturbés jusqu'au 23 avec la grève des réalisateurs, la grande cérémonie-prestige d'Antenne-2, la remise des Césars, est elle aussi compromise le samedi 19. Comment boucher les trous ?

L'action menée par les artistes-interprètes a eu, comme le notait dans *le Monde* (2) Serge Beaudoin, délégué général du SFA « le mérite de mettre le problème sous les projecteurs [...]. Mais si elle aidait à le résoudre dans l'intérêt commun, alors nous aurions tenu collectivement notre plus beau rôle ». Solution sincère de la part de la SFP et des chaînes ? Ou bien, mises au pied du mur, face à des échéances électorales ? Voulant en finir, se contenteront-elles de promesses sans suite ? Déjà des acquis sont obtenus. Mais il reste encore beaucoup à faire. C'est ce à quoi s'attaquent les syndicats d'artistes, le SFA bien sûr, et aussi l'USDA qui, si il a signé certains points trop rapidement, revient sur ses décisions ; la réflexion l'a amené à reconsidérer sa position, venant sur celle du SFA. D'ores et déjà, il reste que si cette grève avait été éphémère ou inexistante, rien n'aurait abouti. La détermination des artistes pour la dignité de leur métier, la solidarité qui les entoure — et tout particulièrement internationale — ont montré aux employeurs que l'épine est dure à extraire et qu'il ne faut pas jouer avec les feux de la rampe.

Françoise CLAIRE ■

(1) Syndicat des réalisateurs et techniciens.

(2) *Le Monde*, 13/14 février.

Lip : des emplois, pas de flics !

A Lip, les tours de garde sont renforcés. Ils l'ont été plus particulièrement le week-end dernier. Pour l'instant pas de casques à l'horizon... mais les Lip sont prêts. Ils savent, depuis le 9 février, qu'ils risquent d'être expulsés. Ils l'ont su par des indiscretions. La décision avait été prise selon une procédure secrète, le 4 février, par le tribunal d'instance de Besançon.

Leur réaction a été spectaculaire : jeudi dernier, quatre cents « Lips » manifestaient dans la rue, entraient dans le palais de justice pour crier : pouvoir, ta justice est pourrie ! Justice au service des patrons ! Pas de flics à Palente, des emplois !...

Une question circule dans Besançon : le pouvoir ne cherche-t-il pas à faire une provocation en expulsant les Lip pendant la campagne des municipales ? Il est clair, en tout cas, que la bourgeoisie se bat, bec et ongles, contre toute solution imposée par les travailleurs. Ainsi dans la *Lettre de l'expansion* (feuille « confidentielle » de ce journal), d'il y a trois semaines, on pouvait lire : « Texas instruments » s'intéresse à Lip, mais pas le gouvernement... Lip mal aimé... Bien que des solutions apparaissent, les pouvoirs publics se montrent réticents à toute aide financière pour ne pas indisposer la profession horlogère qui a fait de la disparition de Lip son objectif... » C'est net : dans une ville de 4 000 chômeurs, il faut laisser crever Lip.

Le patronat local s'organise d'ail-

leurs pour briser toute résistance ouvrière. Deux exemples à citer à cet égard : les patrons du groupe des industries métallurgiques et mécaniques (GIMM) de la région de Besançon sont invités, le 29 février prochain, à une session de formation sur les thèmes suivants : comment faire échec aux revendications des travailleurs, comment casser les grèves ? Ce stage aura lieu à l'Institut national de formation et d'orientation professionnelle (INFOP), financé sur les fonds réservés à la formation continue. Manière comme une autre de faire du droit social !

Mais les patrons ne se contentent pas de formation théorique. Il en est qui ont une pratique sur le terrain. Ainsi ceux de MODEL (entreprise de découpage située sur la zone industrielle) où 40 % des ouvriers, payés tout près du SMIC, dont les conditions de travail sont très pénibles (bruit atteignant 92 décibels à l'atelier des presses), ont décidé la grève contre le blocage de leurs salaires. Provocations, présence permanente d'un huissier, du syndicat patronal, d'un

photographe, de la police et des renseignements généraux dans l'entreprise sont les nouvelles formes de grève des patrons. Menace de Peugeot de venir retirer ses outils, de supprimer ses commandes, rôle de l'encadrement, tout y passe pour démoraliser les travailleurs.

Les Lip ne sont donc pas seuls à subir l'offensive de la bourgeoisie locale. En contact permanent avec les autres ouvriers de la métallurgie bisontine, solidaires, ils risquent à chaque fois. C'est de la gauche, par contre, qu'ils pourraient se sentir abandonnés.

Ainsi, lors du passage à Besançon de F. Mitterrand, venu animer un meeting du PS le 10 février dernier, à l'occasion du départ en retraite de Minjoz, maire socialiste de la ville, ils étaient présents (banderoles, tracts). Ils souhaitaient prendre la parole. Le PS le leur avait refusé, mais s'était engagé à lire une déclaration en leur nom. Cet engagement n'a pas été tenu. Cependant Mitterrand a quand même fait allusion à Lip, une fois, en évoquant vaguement une branche industrielle de la région, en difficulté. Manière de démontrer qu'en ces périodes électorales, l'évocation des luttes de la classe ouvrière ne peut être que discrète... Cette position n'a évidemment pas été pleinement du goût des nombreux Lip présents...

Yves SPARFEL ■

Rhône-Poulenc : le textile à l'encan

Rhône-Poulenc est le plus gros employeur de la région Rhône-Alpes avec 31 000 salariés. Il est aussi le premier pour les fermetures d'usines, le chômage, les suppressions d'emplois, les licenciements, la répression. Après avoir concentré sa branche textile dans RPT en 1971, il a tout mis en œuvre depuis pour organiser et accélérer son démantèlement.

Depuis 1971, 6 000 emplois ont été supprimés. Cinq usines ou parties d'usines ont été fermées (Arques-la-Bataille, Saint-Chamond, Vaulx-en-Velin, Gauchy, Gorges-de-Loup à Vaise). Le 26 janvier 1977 au cours de la réunion du CCE, la direction générale de RPT a confirmé ses objectifs : « éliminer du personnel par tous les moyens, ne poursuivre une activité textile que dans certaines usines, dans les sites « bien choisis », même hors de France, poursuivre les réductions d'effectifs dans presque tous les établissements. »

Ces objectifs ont été poursuivis sans désespérer. C'est tout l'outil de travail qui doit être réduit au minimum : les usines d'Albi et Givet fabriquant un produit qui sera à court terme l'apanage d'un concurrent sont menacées. Celle de La Voulte est dans la même situation.

Par ailleurs le matériel est démantelé : le matériel de l'atelier fibre de Gauchy va à Roanne, les onduleurs de Péage à Arras, les équipements de renvidage à Trouville. Enfin, c'est depuis décembre 1975 qu'est annoncé l'arrêt des ateliers cellulose. C'est vers l'abandon du textile en France que s'oriente le groupe RPT.

L'exemple du Péage-de-Roussillon (Isère) est typique de la politique du groupe et des répercussions qu'elle entraîne à tous les niveaux. En 1968 l'usine employait 1 400 salariés, en 1976 : 860, fin 1977 : moins de 300 !... Le 15 mars 1976, l'arrêt de l'usine filature acétate de cellulose de Péage-de-Roussillon est annoncée pour la fin de l'année aux élus du comité d'établissement : 595 suppressions d'emploi. Le 25 octobre 1976, le ministère du Travail autorise sans conditions 356 licenciements, contre l'avis du directeur départemental du travail.

Aujourd'hui, 208 salariés sont licenciés, 32 représentants du personnel sont en préavis. Selon Rhône-Poulenc, 116 personnes restent à licencier d'ici fin 1977. La production du flocon acétate (produit intermédiaire) sera poursuivie, sans garantie à terme, mais avec seulement 295 personnes, au lieu de 370. Rhône-Poulenc profite des licenciements collectifs de la filature pour « dégraisser » les effectifs de la partie produits intermédiaires pourtant largement rentable.

Depuis plus d'un an les travailleurs de Péage et leurs organisations syndicales CFDT et CGT luttent pour le

maintien en activité de leur usine, avec de l'acétate ou un autre produit... C'est possible, car l'usine du Péage est dotée d'un matériel neuf et « performant » à la pointe de la technique européenne. Cette usine est la seule à produire du fil acétate en France avec une capacité de production égale à la consommation française. Il faut savoir qu'en attendant, la décision de Rhône-Poulenc oblige notre pays à acheter à l'étranger les 600 tonnes/mois de fil acétate dont il a besoin. Le coût en devises est de l'ordre de 100 millions de francs, dans une période où notre balance commerciale est fortement déficitaire.

Voilà la situation que deux cents délégués CFDT représentant les sections d'entreprise de quatorze usines

● **Catouchou (Mesnel) :** Les travailleurs de l'établissement Mesnel à Carrière-sur-Seine sont en grève illimitée depuis le 3 février. En majorité immigrés, les 250 OS ne touchent que 1 700 francs par mois, pour 43 h 45 hebdomadaires. Cadences, conditions de travail épouvantables, tel est leur lot pour produire des pièces de caoutchouc pour joints de portières automobile Renault, Chrysler). Leurs revendications portent sur un salaire minimal de 2 100 francs pour 40 heures, un travail en horaire normal, l'intégration des primes au salaire, la mensualisation et l'amélioration des conditions de travail. Il y a quinze jours, le patron avait décidé de baisser les horaires avec diminution de salaires. Voilà ce qui a déclenché la lutte. Elle continue malgré une provocation permanente de la police (trois cars de CRS à proximité de l'usine), de la maîtrise, de gardiens musclés, de répression contre les délégués CGT. L'entrée de l'usine est toujours bloquée et contrôlée par les ouvriers. Une solidarité est organisée dans les deux autres usines (Colombes et dans l'Eure).

● **Assistants sociaux en formation :** l'arrêté Lenoir est paru au *Journal officiel* le 28 janvier. Il réforme les modalités et le contenu du diplôme d'Etat, restés inchangés depuis dix ans. Les deux écoles de Lille (Vauban et Guérin) se sont immédiatement mises en grève, et ont appelé à une coordination nationale de toutes les



Photo AFP

RPT et chimie de la région lyonnaise et roussillonnaise sont allés dénoncer le 31 janvier dernier dans les locaux du conseil régional Rhône-Alpes à Charbonnières. Malgré le refus du président du conseil, les travailleurs ont pu, par l'entremise des élus de gauche, intervenir pour placer le conseil régional devant ses responsabilités et lui présenter une série de dossiers.

les bénéfiques ? à l'étranger...

Le dossier financier, en particulier, tend à prouver que Rhône-Poulenc a les moyens de satisfaire les revendications. Une récente conférence de presse de R. Gillet (le P-DG), confirme que le chiffre d'affaires annuel serait pour l'année 76 de 21 370 millions de francs, soit 19,5 % de plus qu'en 75.

L'examen détaillé du chiffre d'affaires révèle bien des aspects significatifs. La division textile est celle qui a fait la meilleure progression en pourcentage en 76 comparé à 75, soit 25,9 % (chimie 22,1 - film 16,5 - santé 7,8). Dans toutes les divisions, les sociétés étrangères progressent plus en pourcentage que les sociétés

françaises. Sur l'ensemble des sociétés, les sociétés françaises ont progressé de 12,8 % et les sociétés étrangères de 37 %... Ces dernières représentent aujourd'hui 30 % du chiffre d'affaires du groupe (25 % en 75). Les ventes à l'étranger (exportation plus ventes des filiales étrangères) représentent en 1976, 58 %, contre 52 % en 1975.

Dans la division textile, malgré des capacités de production utilisées seulement à 73 %, les ventes des huit premiers mois progressent de 15 %. L'exploitation est déficitaire, mais les résultats sont positifs en Espagne, au Brésil, en Argentine. Là-bas on ne réduit pas les effectifs, mais les salaires. Les travailleurs de Péage-de-Roussillon savent à quoi s'en tenir. Rhône-Poulenc ne peut se contenter de promesses de formation professionnelle, ni d'alléchantes propositions de mutations. Les mutations se feraient vers des usines elles aussi menacées de fermeture.

Ils poursuivent donc l'action, malgré les trois lock-outs successifs décidés par la direction. Ils exigent la garantie de l'emploi sur place et une formation professionnelle collective.

J.-Y. ROGNAN ■

d'autres conflits

écoles le 9 février. Cette réunion visait à établir une mobilisation et une sensibilisation des professionnels dans toutes les régions et à élaborer une plate-forme revendicative et une analyse commune. Une manifestation pour l'abrogation de cet arrêté aura lieu le 3 mars.

● **Pharmacie, CERBA :** La grève des ouvriers de CERBA a été suspendue le 14 janvier 1977 (cf *TS*, n° 726, p. 9). Si la direction s'est bien engagée à respecter la convention d'entreprise, il s'agit de celle du CERBA et non celle de la chimie. Or, le point CERBA a aujourd'hui 13,68 % de retard sur celui de la chimie. Le 14 janvier, après la reprise du travail, on apprenait la mise à pied, pour huit jours de cinq chauffeurs. Informé, le personnel débrya immédiatement. Le lendemain, il apprenait que ces sanctions seraient transformées en licenciements et viseraient une sixième personne : le gardien (le délégué du personnel CGT). Une manifestation pour protester contre cette répression a eu lieu le 11 février.

● **SICCna, la reprise :** Le plus vieux conflit avec occupation (du thonier le Magellan) est en cours de règlement : cent cinquante des quatre cents employés de ce chantier naval seront réembauchés par les ateliers et chantiers de la Manche dans un délai de six mois. Si tout va bien, cent autres seraient repris dans les trois ans. Ça fait tout de même une différence de

deux cents emplois. Dans une ville comme Saint-Malo, c'est beaucoup. Même si la solution est partielle, voilà des mois de lutte qui ont quand même servi à quelque chose. ■

● **La CGT et la hiérarchie :** Est-ce un tournant ? Non, mais au cours de la conférence de presse consacrée aux salaires actuels en France, vendredi dernier, Henri Krasucki a déclaré que la hiérarchie des salaires « est arbitrairement fixée, qu'elle est souvent excessive, mal fondée et que d'énormes disparités en tout genre subsistent ». Cette pomme de discorde entre CGT et CFDT, la réduction de l'éventail hiérarchique, risque donc bientôt d'être croquée à deux puisque la CGT se met à la grignoter. La CGT et la CFDT comptent d'ailleurs mener campagne ensemble contre les nouvelles classifications et pour d'autres grilles de salaires. Nous y reviendrons. ■

● **Les OS de la mécanique :** A la « Française de mécanique » filiale Peugeot-Renault qui emploie 3 500 personnes à Douvrin (Pas-de-Calais), quatre cents OS de l'atelier de montage des moteurs de 104 Peugeot et de R 14 font grève, depuis le 28 janvier. Ils réclament une revalorisation des primes et l'amélioration des conditions de travail. CGT, CFDT et FO (mais oui !) les soutiennent. Ils ont barré à plusieurs reprises l'autoroute Lille-Dunkerque pour populariser leur conflit et protester contre leur remplacement par des intérimaires. ■

imprimerie : toujours l'impasse

« Le coup de force perpétré par M. Amaury, contre son personnel, trouve dans ce rapport sa législation. » Ainsi le syndicat du Livre CGT jugeait-il, la semaine dernière, le contenu du dossier remis au gouvernement par le médiateur J.-F. Mottin, le 15 février. « Ce rapport se situe à l'opposé d'un compromis acceptable par les ouvriers du *Parisien libéré* actuellement dans la forme et sur le fond. Il ferme totalement la porte à la négociation voulue par les travailleurs. »

Réfugiés au siège de la métallurgie CGT, les ouvriers du *Parisien libéré* ne savent plus comment mener la lutte. Certes, quelques interceptions de camionnettes de livraison marquent chaque nuit le coup, mais les deux mois de discussions ont désamorçé les énergies. « Il va falloir trouver de nouveaux débouchés à la lutte », reconnaît-on à la fédération du Livre.

La situation est d'autant plus difficile à maîtriser que le gouvernement — par justiciers interposés — se montre plus arrogant. Les petites « charrettes » d'ouvriers inculpés défilent devant la chambre correctionnelle de Paris. Malgré les contradictions contenues dans les dossiers, des peines d'emprisonnement sont réclamées. « Moi, on m'a volé mon travail et on ne juge pas ceux qui me l'ont volé », déclarait l'un des inculpés lors de l'audience.

Pourtant la fédération du Livre CGT

est prête à faire de grosses concessions : négocier le nombre d'ouvriers du *Parisien libéré* « licenciés ». C'est un retour à la situation d'avant l'occupation de l'imprimerie Larousse à Montrouge. Lors des discussions sur les licenciements chez Victor-Michel, le marchandage a débouché sur un compromis. La néogravure, qui n'a pas pu « s'entendre » avec Victor-Michel, s'est engagée à employer une partie des travailleurs que cette dernière imprimerie veut licencier.

« Nous gagnerons » titrait le dernier « spécial grève » édité, conjointement par les ouvriers CGT du Livre et de la métallurgie, sur le format du *Parisien*. Le contenu de ce numéro « pirate » marque une évolution. On y fait le point sur les secteurs essentiels de l'activité : aérospatiale, sidérurgie, machine-outil, informatique. Deux pages sont consacrées aux luttes dans l'Île-de-France, à la « marée noire » du chômage et des usines



Photo Tribune socialiste

occupées en Seine Saint-Denis (Triton, Alméca, Mécano, Artelec, Grandin, Idéal-Standard, Lourdelet, Chaix).

la pensée française

A Chaix, autre imprimerie occupée depuis quinze mois, les six cents ouvriers et employés tirent un bilan mitigé des « portes ouvertes », des 5 et 6 février derniers. Certes, les militants de la région sont venus exprimer leur solidarité. Mais aucune initiative d'importance n'a été retenue pour relancer la mobilisation. Le spectre des deux évacuations précédentes (*Parisien libéré*, Hélio-Cachan) plane, inquiétant... Chez Chauffour, dans le Val-de-Marne, le moral n'est guère plus haut.

Pessimisme tous azimuts alors ? Les responsables syndicaux du Livre s'accrochent à la revendication « nationaliste » du retour des revues imprimées à l'étranger. « [...] Depuis 1970, ce sont plus de 15 000 emplois qui ont été supprimés, dans l'imprimerie, au plan national, alors que dans le même temps plus de 200 revues d'expression française, 67 % des catalogues de vente par correspondance ainsi qu'une partie des manuels scolaires et des livres sont imprimés à l'étranger [...] 15 000 postes de travail » ainsi supprimés, « immense braderie ». Mais Jacques Piot, qui signe cet éditorial, ajoute : « en outre, notre fédération considère qu'un pays qui n'imprime plus sa propre pensée, ses auteurs, est un pays dont l'indépendance est gravement menacée [...]. N'y-a-t-il pas là démagogie du désespoir ? Parmi les titres à « rapatrier » *Reader's digest selection* ; *Ciné-revue*, *Love*, etc. Autant d'organes qui reflètent « la pensée française » ?

Michel CAMOUIS ■

La semaine dernière dans l'article de Christophe Wargny une erreur s'est glissée. L'hebdo rouennais qui sortira le 26 février s'appellera « Tribune de Rouen » et non « Grand Rouen » comme nous l'écrivions.

M. Bourge n'a pas de haine

« Excusez-nous, mais on va appeler Ismaéli. Nous on parle mal le français... ». Ils sont là, devant l'arrêt de bus, trois ou quatre. Quelques autres jouent aux boules un peu plus loin. Des gosses font du slalom cycliste pour éviter les trous d'eau ou poussent un ballon dans un garage. Des maisons basses, semblables les unes aux autres, plantées là, dans ce qui ressemble à un marécage, par M. Bourge le fabricant de planchers métalliques et où vivent des familles de trois, quatre enfants et plus.

La bonne quarantaine de travailleurs portugais qui se trouve en état de lock-out, depuis décembre dernier, pour avoir osé faire deux heures de grève, vit ici, dans ce coin de l'Essonne où l'on construit des ensembles de maisonnettes d'une tout autre qualité. Ces Portugais sont là depuis cinq, six, neuf, voire treize ans. Mais le ghetto linguistique est demeuré infranchissable : au milieu des champs et des bois vallonnés : l'entreprise Bourge et ces quarante familles d'immigrés forment un monde à part, (voir TS précédents). Ismaéli est Tunisien. Bien que

depuis peu chez Bourge il a été délégué CGT, car il s'exprime bien en français. Autour de la table, six Portugais. « Porto », la cinquantaine, a été licencié avec quelques autres au début de décembre. « Licenciement économique » dit la lettre : « je n'ai pas reçu ma dernière paye ». C'est le « prix » de cette lettre, sans doute. Pratique courante chez Bourge : on remet des duplicata de feuilles de

paie et l'argent reste dans les caisses.

« Lopes » a été accidenté : une tôle lui a entaillé le pied. Le médecin chez qui il a été conduit, le déclare en... arrêt de maladie. « Au bout de huit jours, j'étais pas guéri, on est allé chez un autre médecin qui a prolongé l'arrêt. » Cela se passait en juin dernier.

Les témoignages de ce genre sont

nombreux. En mars 1975, un autre travailleur reçoit un morceau de ferraille contre la jambe. Lui aussi est mis en arrêt de maladie. Plus coriace, un autre Portugais décide de rester dans le bureau jusqu'à ce que l'accident de travail soit reconnu par Bourge. Inquiet des conséquences d'une certaine « complicité » le médecin ne reçoit plus les « malades » qui lui sont envoyés par l'entreprise.

Bourge, c'est cela : paternalisme autoritaire et illégalité sur toute la ligne. Le 31 janvier dernier, il écrit à « son » personnel pour dénoncer « les agitateurs professionnels payés au rendement ». « Alors, sachez, puisque vous souhaitez être informés, que M. Bourge ne garde, à votre rencontre, aucune haine, mais que cette leçon, sévère pour tous, vous serve, par la suite, dans votre existence [...], si de bonne foi, vous avez conscience d'avoir été trompés [...] nous acceptons de vous accueillir [...] ». « Dernier appel avant qu'il ne soit trop tard... »

M.C. ■

Soutien : CCP La Source 30 008 82 U-Asti Orsay.

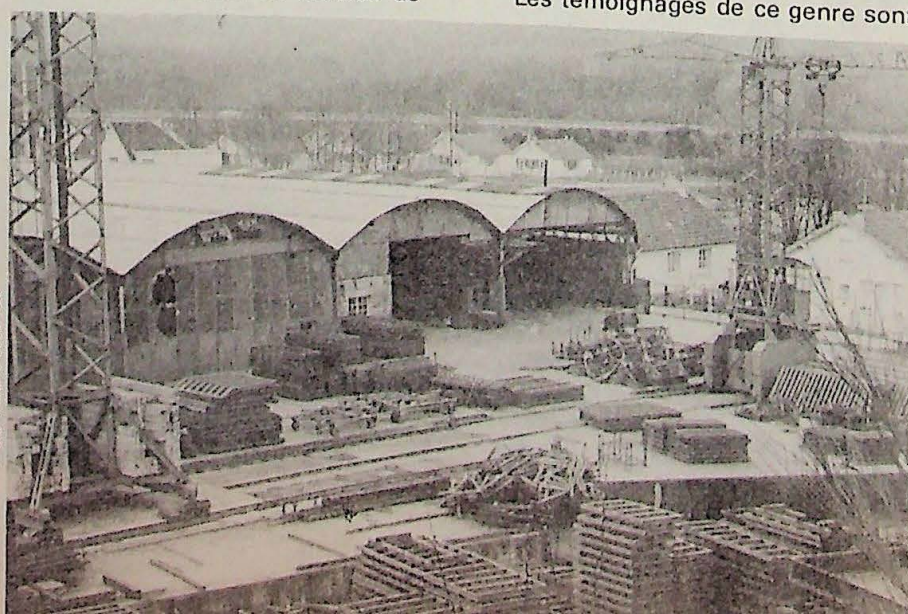


Photo Tribune socialiste



Maria-Antonietta Macciocchi comment peut-on être Français ?

Quand on vit en France, on perd l'habitude, je le dis sincèrement, de rire de la morosité politique. On prend même la triste habitude d'en souffrir.

Je jurerais que les Français, dans tous les points de l'hexagone, sont infiniment plus gais et décontractés que toute la gauche réunie. Et que, au fond, tout ce mélodrame politique au sommet les ennuie mortellement. La gauche française semble vouloir s'unir uniquement pour pouvoir se diviser. Travail de Sisyphe pour les militants découragés par Marchais, qui déclare que « l'homme à la rose au poing », qui a recueilli treize millions de voix, est en fait « un autoritaire » et ourdit des sortes d'intrigues florentines. En allant d'un village à l'autre, d'une usine à l'autre, j'ai compris que les gens s'évadaient de l'irrationnel politique à l'aide de l'ironie. Et aussi que ce qu'on appelle « dépolitisation » est un concept faux. C'est seulement l'ennui de ne pas pouvoir rire, seulement la lassitude de ne pouvoir changer le jeu politique des prestidigitateurs parisiens. Quand je sortais ma

On connaît Maria-Antonietta Macciocchi, l'ancien député du Parti communiste italien, spécialiste de Gramsci, l'auteur enthousiaste enfin d'un ouvrage sur la Chine. Mais la connaît-on vraiment ? De la France, qui paraît ces jours-ci en librairie et dont nous présentons quelques extraits à nos lecteurs, est une « somme ». Tout y est : le ton persifleur du moraliste, la verve iconoclaste du journaliste, la rigueur de l'historien marxiste.

question provocatrice : « Mitterrand n'avait-il pas l'air un peu curé pendant la campagne électorale ? », tout le monde riait, et même les plus chauds partisans du candidat de la gauche répondaient : « Oui, c'est vrai, je n'y avais pas pensé. » En France, les femmes ont aussi parfois le sens de l'humour. Comme cette petite employée des chèques postaux de Lyon, en grève depuis deux mois, qui me disait en haussant les épaules : « Les femmes ? Elles ont voté Giscard parce que physiquement il est mieux que l'autre. » Au Larzac, les paysannes qui ont appris, après des siècles de silence, à tenir des meetings, rient en lisant *Le Canard Enchaîné*.

France, aboutit à moins de divorces qu'aux USA, en URSS et en Italie avec les « unions libres » (un million (1)). Et j'ai compris que, pour simplifier les choses, mieux vaut ne pas être l'amie d'un couple — couple sacré, éternel, toujours invité ensemble aux réceptions, comme pour répéter la cérémonie conjugale —, mais soit d'une femme, soit d'un homme.

Le problème de la soumission à la femme a des aspects contradictoires. On trouve à Paris des épouses qui n'hésitent pas à rudoyer en public leurs maris, à les engueuler sur le temps qu'ils ont mis à garer la voiture. Cette brutalisation au moins verbale de l'homme, dans un but de domination, est un des aspects du matriarcat : l'épouse-mère châtie son enfant qui, avec un plaisir masochiste, accepte le rapport de soumission (2).

Les hommes se vengent en prenant une maîtresse ; c'est là une véritable institution familiale, même si elle est souvent limitée aux heures de l'après-midi. (Un jour, en Conseil des ministres, de Gaulle demanda : « Messieurs, faites-vous partie de ceux qui se déshabillent l'après-midi ? ») Et cette façon de faire, on la trouve aussi, j'ai pu m'en apercevoir, même parmi les gens simples.

Et puisque les hommes ne couchent pas exclusivement entre eux, il faut bien supposer que les Françaises, mariées ou pas, ne passent pas toujours l'après-midi habillées, ou chez le coiffeur ; mais de cela personne ne parle, par une courtoisie diffuse, car la Mère est toujours intouchable à partir de huit heures, heure

du journal télévisé, attendant, avec ou sans enfant, son homme pour le dîner. Le Persan de Montesquieu disait : « Les Français ne parlent presque jamais de leurs femmes : c'est qu'ils ont peur d'en parler devant des gens qui les connaissent mieux qu'eux. »

Malgré tout, Mai 68 a changé beaucoup plus qu'on ne le croit les rapports entre hommes et femmes, et la France d'aujourd'hui est en pleine crise domestique. Malaise dans la recherche d'un rapport nouveau ? Ceux qui semblent les plus sevrés sont les hommes qui n'arrivent pas à se faire aimer à la vieille manière. Le rapport des forces entre sexes est bouleversé et l'équilibre sur lequel se basaient les ménages est rompu, ce qui amène certains à parler d'une « mort de la famille ».

Reste que le pouvoir politique, le pouvoir vraiment dominant, est masculin. Neuf femmes parmi les quatre cent quatre-vingt-dix députés (en Italie, il y en a cinquante-deux) ; sept femmes parmi les deux cent quatre-vingt-trois sénateurs (en Italie, il y en a treize) ; vingt mille six cent quatre-vingt-quatre conseillères municipales contre quatre cent soixante mille six cent quatre-vingt-deux hommes ; six cent soixante et onze femmes parmi les trois mille sept cent huit maires. Il n'y a qu'une seule femme dans la direction des deux partis ouvriers, communistes et socialistes, aucune femme dans le secrétariat de la CGT, de la CFDT... et de la CGIL. La grande carrière de Jeannette W. s'explique à travers la figure du « couple couronné », qui n'existe pas seulement dans les lettres (Aragon-Triolet), mais aussi en politique. Quand la femme a « le pouvoir politique », c'est selon l'humeur du Roi-Soleil, auquel Saint-Simon ne peut pardonner qu'il reçoive à Versailles ses ministres dans la chambre de Mme de Maintenon, alors que les ducs et les pairs attendent dans les antichambres. On

« étonnantes Françaises... »

Etonnantes Françaises : commençons par elles. Elles connaissent l'art du matriarcat, quoique n'en possédant ni les lois ni les droits. Elles sont bien plus puissantes que les Américaines en face des hommes, mais, avec intelligence, elles feignent d'en être les esclaves. Une femme qui vit seule ne peut pas déjeuner chez un couple, je ne dis pas en province mais à Paris, pas dans le prolétariat mais dans la petite bourgeoisie (cadres, intellectuels), sans des pourparlers diplomatiques à son sujet avec la Femme qui, devenue l'image de la Mère, juge sévèrement l'Invitée, surtout si c'est une étrangère. Mon sens

de l'ironie s'éveille lorsque je vois les maris, à l'occasion d'une invitation, amener en même temps que moi un cadeau, des fleurs, un disque, tout en me disant : « Vous savez, ça lui fera plaisir. » D'autres participeront à la préparation du repas et feront le tour du quartier afin d'acheter du madère pour les rognons grillés... Contre la migraine des femmes, pour avoir la paix, les maris français connaissent plus de remèdes que n'importe quel toubib, et ils peuvent être adorables, rodés comme ils l'ont été en famille. Tout en gardant une marge de liberté, ils sont probablement les meilleurs maris du monde. Le mariage, en

ne connaît pas ici de femmes qui soient de grands théoriciens politiques, comme Luxemburg, ou des leaders syndicaux : sur les places françaises, il y a toujours Jeanne d'Arc (3), mais à cheval et sans la plume au poing, façon Diderot. Pour Louise Michel et Flora Tristan, pas de statue. En politique, chichement représentées, les femmes sont bien disciplinées, comme converties par les chefs du couvent et dressées, à gauche, à déclarer que « la libération de la femme passe par celle de l'homme ». Elles semblent ignorer le processus d'acquisition d'une identité propre — l'immense majorité porte le nom du mari — et, dans le travail intellectuel, « s'appuient » sur l'homme. Les cinq femmes placées au gouvernement par l'habile Giscard confirment la règle : comme pour les hauts bureaucrates et les grands commis de l'Etat, le président peut désigner du doigt des femmes appartenant à l'élite sociale, qui viennent aussitôt, par une sorte de vouloir divin, avaliser quelques réformes ayant des répercussions sur les superstructures familiales. Mais toutes les femmes, qui sont tombées d'accord, au moins, sur ce paternalisme, sont d'une lucidité absolue et déclarent : « La présence de cinq femmes au gouvernement ne fait que confirmer que le pouvoir est aux mains des hommes, même quand on vote la loi sur l'avortement. » [...] Ce que pensent des femmes les leaders politiques français — surtout catholiques — est apparu avec une clarté aveuglante au cours du débat sur l'avortement à l'Assemblée nationale. On a parlé d'elles comme on aurait parlé de juments, on les a dis-séquées à la tribune parlementaire comme sur la table d'opération de *la Leçon d'anatomie* de Rembrandt, avec maintes expressions du type : « Et si on leur mettait un stérilet ? », « Et si on leur ligaturait les trompes ? », etc. Et si on disait d'un homme : « De l'âge x à l'âge y, il est stérile ; de ce jour-ci à ce jour-là, il n'est pas fécond ; l'andropause survient à l'âge y-z ; faites-lui ceci ou cela au sexe, ou étudiez la méthode Ogino, qui plaît beaucoup à l'Eglise ? » (L'Ogino en question mourut, peut-être d'émotion, dans les jours qui suivirent ce flamboyant débat « politique » au Parlement français).

J'ai été constamment partagée, et je le suis encore, par cette contradiction : le « matriarcat » (monarchie domestique) de la femme française, qui a commencé au XVI^e siècle, et qui achève de dépérir — que je juge cruel, et qui me fait parfois sympathiser avec les hommes —, et le pouvoir absolu de ces derniers dans la vie publique, qui ne laisse aucune place officielle aux femmes. La France est entièrement structurée sur le modèle bourgeois, et les femmes y sont le nœud de beaucoup de contradictions, ce qui apparaît clairement quand elles essaient d'exprimer ce qu'elles veulent. La nostalgie de la famille est le tissu le plus unitaire, le plus solide de la société. (Le code napoléonien sanctionna l'infériorité absolue de la femme dans la législation, lui offrant en échange la domination absolue, quoique non écrite, à l'intérieur du foyer). Les gauchistes eux-mêmes semblent mépriser les femmes, plus

encore que la vieille gauche officielle, et ils s'en servent, comme dit Simone de Beauvoir, surtout comme dactylos... Et pourtant, 68 s'est continué à travers l'explosion permanente, latente, de la contestation féministe, alors que le gauchisme, du moins sous sa forme politique classique, est partout en régression, régression qui prend trois formes principales : le micro-groupuscule stalinien, le reflux spiritualiste et le retour pur et simple aux appareils de gauche traditionnels.

Il faudra sans doute beaucoup de temps avant d'apprécier quelles sont les conséquences politiques réelles du féminisme : il est évident que ce mouvement arrache, par sa pression, réforme sur réforme, et qu'il pèse d'un poids de plus en plus net sur toutes les « consciences » (on ne parle que de ça). Ces effets n'en sont probablement qu'à leur début, et ils pourraient transformer, peu à peu, jusqu'à la façon d'envisager le fait politique (4). Certes — remarque d'ordre général —, alors que 90 % des hommes peuvent se situer sur l'éventail politique, 41 % des femmes s'en déclarent incapables ; cela représente plus de six millions d'électrices, prêtes à épouser les préjugés électoraux masculins, peut-être, d'ailleurs, en y trouvant leur compte (pouvoir familial). Et

pourtant, les femmes françaises, qui sont les plus nombreuses à travailler en Europe (5), surtout les jeunes, sont, souvent, des combattantes politiques de premier ordre. *A Paris, pour la première fois dans ma vie, j'ai senti à quel point pouvait compter l'appui d'autres femmes dans la lutte.* En Italie, dans le milieu du parti communiste et à l'extérieur, je n'avais connu que la vieille jalousie féminine. (En France aussi, il faut le dire, mais seulement au niveau de l'aristocratie féminine intellectuelle). Si, pendant un an, à l'université de Vincennes, j'ai pu faire front à l'agression de soi-disant gauchistes contre mon cours sur le fascisme, ce fut grâce à l'action pleine de fantaisie d'un groupe de jeunes filles qui suivaient mon cours comme si elles étaient sur un champ de bataille. Les « gauchistes » en question avaient vraiment peur d'elles. Et, pendant que mes « alliés intellectuels de renom » me disaient : « Il vaut mieux que je ne vienne pas à ton cours, car ma présence les exciterait... », ces jeunes filles ont fait front, semaine après semaine, aux soi-disant marxistes-léninistes-maoïstes, et les ont « vaincus ». Leur vengeance, ce fut de déclarer que ces femmes représentaient « les tendances les plus arriérées du mouvement féministe ». [...]

« les Français paraissent proches du sublime, du fait qu'ils ne croient à rien »

« Si l'athéisme a besoin de martyrs, mon sang est prêt », écrivait Sade dans ses *Lettres* : « La supériorité de l'imbécillité sur l'intelligence, c'est que l'intelligence a des limites, alors que l'imbécillité n'en a pas. » Ubu est le symbole de ce débordement d'ironie devant l'absolu de la bêtise. Le maréchal de France de La Palice, mort à Pavie, symbolise la répulsion des Français pour le lieu commun : « Un quart d'heure avant sa mort, il était encore en vie », chantaient les soldats à son enterrement. Tout est risible ; d'autant plus que le ridicule est involontaire. C'est un peuple plutôt libéré des tabous sexuels, sans puritanisme, sans grands refoulements. En France, si quelqu'un attaque quelqu'un d'autre pour son libertinage, son immoralité, on se méfie de l'accusateur plutôt que de l'accusé ; car, au fond, le premier est peut-être plus dangereux que le libertin, et plus immoral encore, de par sa bigoterie. [...]

Les Français sont si peu bigots et si proches des philosophes des lumières, qu'avec eux il vaut mieux faire semblant de *savoir*. « C'est un naïf » : cette définition, qu'on jugerait ailleurs empreinte de bienveillance, est ici une véritable insulte. Un exemple. J'avais reconstruit, par hasard, à Vincennes, ce même rédacteur de *l'Observateur* qui préparait son article choc sur le « sexe explosif à l'université ». Il m'avait proposé de m'accom-

pagner en voiture (d'habitude, je prends le métro), juste pour bavarder un peu ; j'avais naturellement accepté ; non seulement il ne m'avait rien révélé de ses intentions, mais il s'était fichu de moi, m'affirmant qu'il s'intéressait énormément à mes activités politico-universitaires. Puis, parcourant avec moi le département d'Histoire, où il prétendait chercher son épouse, il m'avait demandé à brûle-pourpoint : « Tu sens le haschisch ? L'air en est rempli ». Je n'osai pas répondre que je n'avais jamais senti l'odeur du haschisch, pour ne pas paraître naïve, et je déclarai : « Tu crois ? » Puis, pour moi-même, j'enregistrai que le haschisch répand une odeur douceâtre, comme d'amandes amères, ou comme l'encens d'église — si ce que me racontait Guy Sitbon dans ce couloir était bien vrai. Aurait-il voulu me compromettre comme puritaine ou comme ingénue (mais je ne le crois pas), Guy Sitbon n'aurait pu faire mieux que de m'emmener en promenade dans Vincennes, en me demandant si je reconnaissais l'odeur de la drogue. Inversement, quand la « bombe sexuelle » a éclaté, mes ennemis se sont empressés de dire : « Mais n'était-ce pas elle qui accompagnait le journaliste ? » On déduit de tout cela à quel point il est difficile de ne pas être naïf, ou bien de l'être complètement.

Souvent, les Français vous plon-

gent dans un bain de vitriol qui détruit les résidus de moralisme, les complexes inculqués par le catholicisme, par le Vatican, par l'antiféminisme, par le puritanisme des organisations de la gauche officielle, et vous rendent une liberté inconnue. Au fond, c'est vrai que Rome est une ville où tous les obélisques ont été ornés d'une croix.

Cela n'empêche pas que la démocratie française, célèbre dans le monde entier, serve de paravent à une société àprement divisée en classes, à tous les niveaux. Les rapports sont impitoyablement hiérarchiques : de l'école au travail, chacun est le subalterne de quelqu'un, même s'il est appelé « monsieur », selon un impérissable code d'éducation civique. Comme le démontre la sélection scolaire, à l'école, l'égalité des chances n'existe pas, même si, dans les dix dernières années, le niveau d'instruction des jeunes a considérablement augmenté avec une certaine démocratisation de l'enseignement. Alors qu'en 1958, 43 % des enfants français étaient encore en classe à seize ans et 17 % à dix-huit ans, en 1972, ces proportions sont passées respectivement à 67 % et 26,8 % (6).

Ce qui signifie que le niveau général d'instruction des jeunes Français a considérablement augmenté. Mais les enfants des patrons et des riches restent les riches et les patrons de demain, et la devise est toujours : « Tel père, tel fils. » Les études les plus prestigieuses sont monopolisées par les classes supérieures, par ceux qui commandent, sans parler des grandes écoles d'où sortent les élites destinées à gouverner le pays pendant des générations. Une étude récente d'Olgierd Lewandowski sur les personnalités figurant dans le *Who's who* donne ces résultats : parmi ceux qui occupent en France un poste important, il y a 3 % de fils d'ouvriers et 76 % de fils d'industriels, cadres supérieurs ou professions libérales. Nous en sommes au même point qu'en 1957. En 1957, Alain Girard montrait que sur deux mille personnalités ayant réussi dans le monde des arts, des affaires, de la politique ou de l'administration, 2,8 % étaient des fils d'ouvriers, 5,7 % des fils de paysans et 62 % des fils de fonctionnaires supérieurs, de chefs



ports de classes, quoique de façon subtile, et parfois même imperceptible, sont autoritaires, désuets, archaïques. Une ensemble de valeurs héritées de l'aristocratique société pré-industrielle continue à se manifester dans les replis du capitalisme français, sous la V^e République, à travers les valeurs petites-bourgeoises ou les lieux communs du respect élitaire. Ils ont coupé la tête à Louis XVI et Marie-Antoinette, sur la place de la Concorde, évierement aussi important que de couper la tête d'un pape sur la place San Pietro. Et pourtant, secrètement, ils se laissent encore impressionner par les titres nobiliaires... Quand ils viennent en Italie, où il y a des nobles par paquets, ils demandent toujours : « Ce sont des vrais ? » Seulement, la bourgeoisie française, contrairement à l'italienne, n'exhibe que rarement sa richesse (Jaguars, Rolls, bijoux, hôtels particuliers), et les PDG vont souvent en 2 CV au bureau. Ceux des bourgeois qui manqueraient à cette règle (militaire ?) de semi-discrétion seraient aussitôt blâmés d'être des « nouveaux riches » (c'est-à-dire : petits-bourgeois, petits commerçants enrichis, pendant l'Occupation et depuis). Quand on a coupé des têtes, on sait pourquoi : la bourgeoisie ne veut pas commettre l'erreur de se faire trop voir comme classe dominante. [...]

d'industrie ou de personnes exerçant une profession libérale. Il est clair que la Chine, qui a impitoyablement supprimé le mandarinat culturel, représente l'hypothèse antagoniste la plus violente qu'il y ait aujourd'hui en face de cette France, qui tient encore en grande estime la hiérarchie intellectuelle la plus avide de pouvoir qu'on connaisse.

Dans la société française, les rap-

bourgeois ou prolétaires ?

Tout Français, c'est bien connu, adore être situé à gauche quand on parle de lui en public. En même temps, il trouve agréable que l'on dise de lui, même s'il est fils d'un pharmacien, d'un petit instituteur ou d'un marchand de casseroles, qu'il a des origines bourgeoises. C'est pourquoi on ne comprend jamais s'il veut être *révolutionnaire* ou *bourgeois* et s'il estime préférable de nourrir la gauche de grands bourgeois ou de prolétaires. Seuls les communistes font exception à la règle : eux, au contraire, même s'ils sont fils de l'ingénieur en chef de la gare de Lyon, se diront fils de cheminot. Employés dans une mine du Nord, ils se prétendent mineurs et fils du peuple, pour toute la vie.

Ils font tout ce qu'il faut pour montrer qu'ils se prennent au sérieux, tout en se tournant en dérision. Et l'on ne peut pas savoir s'ils croient vraiment à ces valeurs auxquelles ils préten-

dent croire. Les archaïsmes de la vieille société aristocratique sont disséminés partout. Quand Mme Q dit : « Dans mon château de Beau-bourg... », une attention mystique se crée autour d'elle, comme si une harpe céleste résonnait pour nous rappeler notre humble démarche de terriens. Le château de Giscard d'Estaing, pendant la campagne électorale, impressionnait très favorablement non seulement les petits-bourgeois, mais aussi les braves gens du peuple. Un jour, dans le dixième arrondissement, j'ai entendu un dialogue entre deux concierges, l'une pour Giscard et l'autre pour Mitterrand. La première : « Tu sais, Giscard a un château, c'est un Monsieur, et ça c'est une garantie ; il a de l'argent et il n'a pas besoin du pouvoir pour s'enrichir. » La seconde : « J'en ai jamais entendu parler. Où est-ce qu'il est, ce château ? » La seconde, sans hésitation : « A Château-Chinon. »

« il y a les Français et les autres... »

Leurs rapports avec les étrangers sont difficiles. Ils se méfient d'eux (comme ils se méfient de leurs propres compatriotes), malgré une disponibilité absolue à les absorber, à les intégrer, surtout les intellectuels. L'intelligentsia du monde entier vient demander sa consécration à Paris. Elle n'est pas aimée, mais souvent

respectée. Un étranger, même ayant vécu vingt ans à Paris, est toujours considéré un peu comme un « métèque ». Chaque fois que je me demande si je suis ou non « étranger » dans le pays des droits de l'homme et du citoyen où « tous les hommes naissent libres et égaux », je m'aperçois de la contradiction

inconsciente dans laquelle sont les Français. Ils ont appris à l'école que les étrangers étaient des êtres comme eux, mais leur famille leur a toujours dit le contraire, et c'est cette division qui les rend parfois comme stupéfaits devant leur propre intolérance. La France est probablement le pays où la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, la misogynie, sont les plus *observables* à cause de cette différence entre ce qui se dit et ce qui se pense (ou se fait). Voir un intellectuel humaniste, rationaliste, héritier des lumières, *travaillé* par la peur de l'étranger (surtout quand il s'agit d'une femme), c'est presque un spectacle clinique. Leur crainte vient sans doute de se découvrir eux-mêmes « étrangers ». En eux, la loi, la raison (le Père) est universaliste. Mais le sentiment, la viscéralité (la Mère) est farouchement particulariste. 68 a été ressenti comme une atteinte à l'identité nationale. N'oublions pas que les manifestants ont crié à la fois contre la bourgeoisie et le PCF (les deux figures *nationalistes*) : « Nous sommes tous des juifs allemands ».

C'est pourquoi, chaque fois que je suis attaquée ici comme femme et intellectuelle, je sens que cette attaque est d'abord dirigée contre quelqu'un qui pourrait justifier, en France, l'existence de tout ce qui est « métèque », femme, marginal, etc. Je revois cette italienne de Calabre dont le mari travaille dans un domaine agricole du Beaujolais : elle a eu onze enfants naturalisés français (huit de plus que la moyenne demandée désormais aux Françaises), ils se sont achetés une 404 et, chaque fois qu'ils montent en voiture, les enfants français du pays les entourent en criant : « Voilà les macaronis en auto. » Et si, malgré tout, j'aime la France, c'est que je suis sans doute déjà un peu française (comme on me le reproche en Italie). Au moins, c'est ce que je me dis parfois : française au sens où Gramsci revendiquait pour les intellectuels italiens le sens d'une dimension européenne.

« ils mangent du pain frais tous les jours... »

Je me suis dit bien souvent que mon attachement aux Français venait peut-être de leur athéisme, de leur ironie, de leur caractère négateur, de la valeur qu'ils accordent à l'intelligence, laquelle permet de découvrir avec plus de netteté encore ce que tous ces traits ont de positif. Et de leur façon de se moquer des institutions-autorités, tout en y étant furieusement asservis, jusqu'à la mort, comme le cheminot Antoine Bloyé dans le roman de Nizan. Mais si on est attiré par leur intelligence, par leur esprit, par leur culture, par leur civilisation, on en arrive aussi à vomir leur avarice, leur mauvais goût, leur égoïsme, leur cynisme.

Ils ont de grandes vertus, comme leur conception de l'amour : pour eux, l'amour doit être joie, non pleurs et désespoir. Sade les a vaccinés contre le romantisme (et toute forme de bigoterie). Pour cette raison, ils n'ai-

Italiens et Français sont souvent piégés dans un jeu de miroir, et chacun voit l'autre dans ses stéréotypes. Pour l'écolier italien, La France, c'est la Révolution. Pour les hommes, c'est l'amour sans contraintes et sans culpabilité religieuse. Pour les femmes, c'est la mode. Pour le pape, c'est le péché. En revanche, pour les Français, l'Italie c'est la Renaissance, Michel-Ange, la pizza, le « café serré », la guerre du vin et la mafia. Claude Pompidou, en octobre 1972, pour rassembler de l'argent en faveur de la recherche médicale française, eut l'idée de faire projeter *le Parrain* à un grand gala de l'Opéra en l'honneur de l'Italie, avec corbeilles de fleurs tricolores. Il faut relire les programmes de l'époque. Les adhérents du Club de Paris s'étaient déguisés en pêcheurs italiens et chanteurs napolitains. Et aux six cent cinquante invités du Tout-Paris fut offert un menu avec riz à la Corleone, saltimbocca Marfo Puzo, salade Clemenza (la fille du Parrain), et le même gâteau de mariage que dans le film. Je revois M. Malfatti, l'ambassadeur d'Italie, presque évanoui d'étonnement, et désespérant de se faire comprendre. Il annonça son refus de participer au gala. Conformément au code diplomatique, Mme Pompidou se récusait elle aussi. Mais les articles rapportent que deux mille Parisiens « amoureux de l'Italie » dansèrent au son de la tarentelle jusqu'à l'aube.

Sans plus parler de l'Italie, le manque d'information des Français concerne tout l'univers géographique qui les entoure. Au-delà des Alpes et des Pyrénées, qu'est-ce qu'il peut y avoir ? Sables, déserts, glaciers ? On raconte qu'au moment du conflit en Angola, le Quai d'Orsay a eu le plus grand mal à trouver un diplomate capable de situer ce pays sur une carte. Si vous parlez de Porto Rico, j'en ai fait l'expérience dans l'organisation d'un colloque, vous constatez que la plupart des intellectuels ne savent pas où le placer.

ment pas du tout Stendhal et ne comprendront jamais pourquoi Fabrice Del Dongo préfère rester en prison et regarder derrière sa grille la jeune fille dont il est amoureux, quand il pourrait filer discrètement avec la Sanseverina. Si on leur demande : « Tu souffres par amour ? », ils répondent : « Je ne souffre pas ! J'ai déjà souffert. »

La mort ne leur plaît pas ; ils n'en parlent jamais, ni dans l'art, ni dans les chansons, et ils n'ont pas ce goût de la mort, qu'on rencontre chez les Espagnols et les Italiens du Midi. Ils transforment les obsèques en spectacles mondains, avec discours impérissables (genre Bossuet), et les places y sont distribuées comme à l'Opéra ; on élève des estrades à l'entrée du Père-Lachaise, et j'ai assisté à des enterrements inoubliables, comme celui d'Elsa Triolet. Les seuls morts dont on parle tout le temps, ce

sont les anciens combattants ; mais là, plus que de morts, il s'agit d'« une certaine idée (héroïque) de la France ».

Ce sont des épargnants acharnés. Ils ont inventé — comme Pietro Micca la poudre à canon — la minuterie, cette lumière qu'il faut allumer pour monter ou descendre les escaliers, et qui s'éteint toujours trop tôt : moyennant quoi, on risque de se casser le cou. Quand j'ai quitté Paris, en 1968, j'ai voulu faire un cadeau à ma logeuse. Je lui ai acheté un petit cendrier en argent. Elle, surprise, me donne en échange deux vieux annuaires de téléphone. Très mondaine, elle ajoute, complice : « Vous savez, c'est un cadeau original, ça fera chic à Rome ou à Naples. » J'ai aujourd'hui encore ces Bottins. Personne ne s'y est intéressé. Quand je prenais trop de bains dans ma baignoire-sabot, elle me disait : « Mais ne vous baignez pas tant ! ça fait mal à la peau. » Dès que le robinet coulait ou que le gaz fonctionnait, je la sentais crispée... Avides, ils le sont aussi en philosophie marxiste — « la misère théorique française » — et ils ont mis au point un système de *minuterie*, faible leur nécessaire pour ne pas se taper la tête contre les murs. Après la Commune, quand les têtes pensantes de la révolution eurent été coupées, le socialisme devint une affaire de tribuns (Jaurès-Guesde), ou de scientisme positiviste : lampe de cimetière du XIX^e siècle.

Ils paraissent toujours vêtus du costume cédé par un frère plus grand, comme disait un humoriste français ; mais ils se permettent des luxes inconnus chez d'autres peuples, comme celui de manger du pain frais tous les jours, même le dimanche, obligeant les boulangers à travailler toujours. Les boulangers sont les seuls artisans qui ne connaissent pas le repos du septième jour, tout au long de l'année. Ils s'étonnent, quand je le

leur fais remarquer, et me demandent : « Mais comment faites-vous pour ne pas manger du pain frais tous les jours ? » Ce doit être une réminiscence des brioches de Marie-Antoinette, un droit acquis par le peuple, après la grande révolution...

De même, les Français sont les seuls à thésauriser, à travers le nom de leurs auteurs, les inventions qui rendent service à la collectivité : cela va de la boîte à ordures, appelée « poubelle » (du nom d'un préfet de la Seine), à la « guillotine » (du nom de M. Guillotin, membre de la Constituante). Les Chinois, eux, ne parlent jamais de l'inventeur de l'horloge ou des armes à feu. Quant aux Italiens, s'il est vrai que l'Amérique leur doit son nom, ce n'est pas le pays d'Amérique Vespucci qui la baptisa ainsi.

© Les éditions du Seuil, 1977

(1) Selon les sources de l'ONU, le taux de divorce est en France de 0,83 % pour mille habitants, tandis qu'en URSS il est de 2,64, en Angleterre de 1,50 et de 1,31 en Allemagne fédérale. Il y a 1 divorce pour 10 mariages en France contre 3 pour 10 aux USA.

(2) En France, il y a trois millions de veuves contre un million de veufs, plus exactement, 1 veuf pour 46 veuves. Ici plus qu'ailleurs, les femmes survivent à leurs maris : et une femme a neuf ans de plus d'espérance de vie que son mari (sondages 1967 et 1968).

(3) La seule femme que les Français commémorent officiellement est une sainte, qui entendait des voix, et qui aimait porter l'armure ; et la vénération va de droite à gauche. Charles, Edgar, Roland se disputent ses faveurs comme les anciens Grecs se disputaient Hélène.

J'ai trouvé sur « Jeanne et Roland » cette sérieuse et sévère mise au point de Leroy dans Paris-Normandie (juin 76) : « Vous avez bien voulu mentionner ma présence aux manifestations anniversaires du sacrifice de Jeanne d'Arc, je vous en remercie. Cependant, vous avez commis une erreur,

probablement involontaire, en écrivant que j'y participais « pour la première fois ». En effet, ces manifestations ont toujours été l'occasion de souligner mon attachement et celui de mes amis à l'indépendance nationale, à la conception du rôle du peuple que symbolise Jeanne. Nous le fimes sous différentes formes. Sauf en cas d'impossibilité matérielle, mon absence aux manifestations officielles certaines années était due à ma désapprobation du choix que faisait le maire de Rouen de la personnalité présidant les cérémonies. Cette année, ma présence avait notamment pour signification de témoigner, à l'occasion de la venue à Rouen du président de l'Assemblée nationale, mon attachement à l'institution parlementaire. »

(4) C'est ainsi que j'en suis arrivée à considérer avec ironie à quel point le mouvement féministe français, dans la plupart de ses variantes, faisait le jeu du vieil establishment masculin, en affirmant que la politique n'intéresse pas les femmes, et en la considérant comme une activité ambiguë, parce qu'une femme politique « importante », cela pourrait permettre d'oublier que « toutes les femmes sont importantes ».

(5) Les femmes actives appartiennent massivement au gros bataillon du secteur tertiaire : près de 5 millions et demi sur 8 300 000. Les travailleuses de l'industrie sont 2 millions. Parmi les salariés qui gagnent moins de 2 000 francs par mois, on trouve 64 % de femmes, soit 5 300 000, et seulement 35 % d'hommes. Dans l'agriculture, il y a seulement 684 000 femmes actives. Depuis 1968, le nombre de femmes actives a augmenté de 1 400 000 unités, tandis que le nombre d'hommes augmentait de 1 500 000 unités.

(6) C'est le fait de la croissance démographique (cinq générations de dix-huit à vingt-trois ans de 1959 à 1974) qui a entraîné une augmentation de 4,5 % et d'une scolarisation plus élevée (la proportion que représentaient les élèves fréquentant l'enseignement supérieur dans l'effectif de ces cinq générations passe de 8,2 % en 1959 à 21,8 % en 1974-75, soit une multiplication de 2,6. En 1971, 19 % des jeunes conscrits avaient un niveau d'instruction inférieur au certificat d'études, contre 44 % en 1958. En 1962, 5 % des Français de dix-huit à vingt-quatre ans poursuivaient leurs études et en 1975 plus de 12 %).



à lire avant les municipales



◀ Ed. Syros, coll. « Points chauds ».

Près de Rouen, une ville de vingt mille habitants : Louviens. C'est le jour « J » ; on vote. L'enjeu ? La municipalité. Contre la droite racoleuse, qui se dépense en courbettes, risettes et promesses diverses, le Comité d'action de gauche : une force étrange et qui souvent dérange, car elle veut que la ville ne soit pas un lieu mort, car elle veut que l'avis de chaque Lovérien serve de levain à la vie de Louviens ; en un mot, elle veut « rendre le pouvoir aux citoyens ». Force issue de la ville, forgée par et pour les Lovériens, le C.A.G. ne se paye pas de mots. Majoritaire aujourd'hui au conseil municipal, ses réalisations sont visibles, son combat permanent : animation vivante, fête du Livre, gratuité des activités culturelles et sportives. L'autogestion, une utopie concrète ?

164 pages, 18 francs.

ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 100 F (1 an) ; 60 F (6 mois).

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal

Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

les choses de la ville

Bretagne : derrière la façade

Giscard en Bretagne... ce fut un bide. Malgré le grand show télévisé de Ploermel, les petits bains de foules et les banderoles « Vive Giscard ! », portées par des gens triés sur le volet, la Bretagne réelle, vivante, celle qui lutte contre l'exode et les licenciements, celle qui pense, celle qui prépare un avenir pour la région n'était pas au rendez-vous.

Mieux, elle manifestait sa colère contre le survol publicitaire effectué par ce président si méprisant pour les ouvriers et si respectueux d'un protocole « républicain » qu'il a violé si souvent. A Quimper à Dinan, des milliers ont manifesté. Il en aurait été de même à Brest, Rennes, Nantes, Lorient, Saint-Brieuc, si Giscard avait daigné s'y déplacer. Mais quitte à regarder la France « au fond des yeux », le cher homme préfère ne regarder que ceux qu'il aime : les réactionnaires, anticommunistes de tout poil, militaires en retraite, enfants de chœur de toutes sortes amenés par cars spéciaux de partout et protégés par d'autres cars... de CRS, ceux-ci. Mais foin d'anecdote sur ce voyage de parade et de façade, parlons des oubliés puisque Giscard, emphatique, a découvert à la Bretagne sa vocation : la façade maritime, l'accès à la mer. Mais quel avenir représente cette vocation ?

L'ouverture au désert

La côte est de plus en plus confisquée par les promoteurs immobiliers, les camps militaires, les centrales nucléaires. Bientôt la pêche n'aura plus de place. Les conserveries partent en Afrique (thon) ou en Allemagne (lieu), tout en restant la propriété de trusts maritimes qui dictent

Germinal n° 10 est paru pouvoirs à prendre dans nos villages

C'est le titre de la récente livraison du périodique agricole du PSU. Au sommaire :

- *La bibine à Bonnet* (M. Mousel) ;
- *Vivre ensemble* (sur le rapport Guichard) ;
- *Une école sous-développée et différente pour les jeunes ruraux* ;
- *Le scandale de Brindas* (un POS sur mesure pour le maire) ;
- *Lutte collective contre un cumular à Guemenée-sur-Scorff*.

Le numéro : 1,50 F ; l'abonnement (10 numéros) : 10 F. Adressez vos chèques à la Commission nationale agricole - PSU, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. ■

leur loi : Saupiquet, Jégo Quéré, Pêche et Froid notamment.

Or, qui bénéficient des subventions ? Les sociétés d'armateurs et quelques privilégiés de la pêche artisanale. Par exemple, l'Etat finance la construction de gros chalutiers et l'ouverture de Socoprex à Concarneau. Cinquante-cinq millions de crédits ont été versés exclusivement pour la commercialisation du poisson et non pour la réorganisation du marché, le stockage, l'aide aux entreprises comme la Sopromer (menacée de liquidation).

Le marché européen s'ouvre... Mais seulement pour les gros producteurs. Leur président : Besnard négocie à Bruxelles au nom de tous les marins pêcheurs, mais en même temps, il envoie le poisson breton dans les conserveries allemandes. « L'Europe bleue » est la nouvelle étiquette derrière laquelle se cache la réorganisation du capitalisme en matière de pêche. Il en fut de même avec l'Europe agricole.

Les projets, l'avenir de cette « Europe bleue » n'ont rien à voir avec les phrases creuses de Giscard à Ploermel sur cette Bretagne qui pourrait être pleine d'espoir, qui recueille des fruits après de longs sacrifices... On nous dit que les quotas permettront de préserver les côtes françaises. Mais sous ce prétexte ne va-t-on pas imposer une diminution de la flotte, donc des petits producteurs, au profit des grosses unités, des gros ports avec spécialisation à la clé (le lieu à Lorient, le maquereau à Boulogne) ? Les multinationales, saisiront cette occasion pour aller s'installer en Ecosse, plus proche des zones de pêche. Les gros producteurs jouent la quantité et la spéculation alors que les marins-pêcheurs réclament une juste rémunération, un salaire garanti. La politique de commercialisation vise à les faire disparaître et à transformer la fameuse « façade maritime » en désert !

Sopromer : un outil englouti

La liquidation de la Sopromer (société des produits de la mer) est l'exemple le plus probant de cette politique. Elle met quatre cents Bretons au chômage. Depuis vendredi soir, les deux cents salariés des usines de Concarneau et Trégunc

assises contre Super-Phénix

Des assises contre le surgénérateur Super-Phénix auront lieu les 19 et 20 février à Morestel, dans l'Isère. Vous êtes invités à venir manifester votre refus de la société du Plutonium. ■

occupent les locaux. La Sopromer est une société anonyme cautionnée par le From (groupement de la pêche industrielle de la région) pour acheter à un prix plancher le poisson lors de gros arrivages afin d'éviter l'effondrement des cours. Ces fonds proviennent de cotisations versées par tous les producteurs (armateurs et marins pêcheurs) : 7 centimes par kilo de poisson dont 4 grâce à la participation des marins pêcheurs, plus une surcotisation pour certaines espèces. Sopromer peut ainsi traiter le poisson grâce à des installations modernes et récentes (salaison, conserveries, surgélation, éfiletage). Elle possède trois usines : Trégunc, Concarneau, Lorient. C'est un outil pour de nombreuses familles de marins.

Le démantèlement de la Sopromer a été décidée de façon délibérée après une lente asphyxie. La gestion est plutôt trouble : plus de six milliards de dettes ont été accumulés en 7 ans, alors que la société Bretagne-Export qui en dépend fait de nombreux bénéfices (plus de 2 600 tonnes exportées). Très peu de pièces comptables pour en témoigner, mais il y a un trou de 1 à 1,5 milliard.

La Sopromer ne profite pas de son travail, mais sert de lieu de transit pour des sociétés locales (la Deola-naise) ou pour l'Allemagne : les armateurs parlent de 1 000 tonnes de lieu noir pour bientôt ; or elles seront expédiées en Allemagne et ne feront que passer à Sopromer après un minimum de transformation. Elles reviendront en France sous la forme d'un « saumon

artificiel » coloré (interdit de fabrication en France) mais dont la vente est possible (avis aux consommateurs).

Une société comme Jégo-Quéré, premier armement de France à joué à fond ce jeu. Il possède des bateaux argentins qui lui permettent d'introduire le cas échéant du poisson à bas prix en France... Alors qu'au même moment, il se plaint des chutes des cours pour avoir des subventions. Mais il est actuellement en pourparlers pour construire une autre usine en Afrique du Sud. Son président, est-ce un hasard, règne en maître comme président de Sopromer, du From, de l'ANOP (fédération des associations de producteurs).

Dans une région où les cours des prix du poisson ont chuté, où l'équipement des ports a été laissé à l'abandon à Boulogne, les investissements vont bon train, où les fonds marins sont détruits par l'arrivée de chalutiers, où le nombre des conserveries est passé de 120 à 63 en dix ans, la fermeture de la Sopromer signifie la fin des marins pêcheurs.

Voilà que Giscard entendait par dynamisme et vocation maritime : faire des ports de pêche bretons des lieux de transit vers des lieux de pêche plus avantageux, où la main-d'œuvre est docile. Défendre Sopromer en lien avec les consommateurs et les marins pêcheurs, sauver la pêche en Bretagne, tel est l'objectif que poursuivent les travailleurs de Lorient, Concarneau et Trégunc.

Collectif Pêche, Sud-Bretagne ■



et pourtant elle tourne...

Tunisie : la trêve précaire

« Je pense effectivement que le régime du parti unique demeure nécessaire pour plusieurs raisons. Et tout d'abord parce que notre expérience en ce domaine date d'un peu plus de quinze années. C'est peu dans la vie d'une nation. C'est bien moins qu'une génération. » Le caractère péremptoire et apparemment sans appel de ces propos tenus par le Premier ministre tunisien, Hédi Nouira, semble devoir mettre un terme, au moins provisoirement, aux spéculations sur une éventuelle évolution libérale du système politique tunisien.

Dans l'étrange climat de libéralisme velléitaire et de répression feutrée qui prévaut à Tunis, ces déclarations sont en tout cas interprétées comme une confirmation de la volonté de reprise en main de la situation manifestée par le Premier ministre et par son puissant et ambitieux allié, le ministre de l'Intérieur Tahar Belkhodja.

Depuis le retour, le 14 janvier dernier, du chef de l'Etat d'un long séjour médical de plus de trois mois en Suisse, l'opinion tunisienne est convaincue que l'interminable feuille-

réglés de compte, intrigues et luttes sourdes de ces derniers mois, se sont soldés par le renforcement d'une coalition trilatérale qui constitue l'axe principal des équilibres actuels du pouvoir.

la coalition trilatérale

Il y a bien sûr le Premier ministre, Hédi Nouira. Bien que n'ayant ni l'étoffe d'un chef de clan ni celle d'un condottiere, ce dernier semble pour-

récent rapprochement avec la Libye et l'allègement du contentieux qui n'a cessé de grandir, entre Tunis et Tripoli, depuis l'échec du projet de fusion de 1973-74.

Tahar Belkhodja a rompu avec les hommes les plus compromis du « bunker » et en particulier avec Mohamed Sayah, directeur du Parti, et l'un des plus redoutables « sauriens » du marigot déstourien. Cela a été sa façon de donner le change et de tenter de faire illusion dans son nouveau rôle de « libéral » débonnaire.

Bénéficiant tout à la fois du soutien du secrétaire d'Etat à la Défense Ahmed Bennour, « poisson pilote » des projets du Pentagone américain et de la complicité de Habib Achour, l'habile secrétaire général du syndicat (UGTT), Tahar Belkhodja s'appuie enfin sur les faveurs de l'épouse du chef de l'Etat et de ses alliés parmi les barons du Destour. C'est la consolidation de cette alliance Nouira-Belkhodja-Mme Bourguiba qui permet à présent au régime d'envisager une succession sans trop de heurts.

D'autant que le réseau d'intérêts ainsi établi n'est pas sans relation avec des hommes politiques, tel l'ancien ministre des Affaires étrangères Masmoudi, écartés du pouvoir mais dont le retour au sérail apparaît comme inéluctable. Au-delà de la récente et passagère fronde suscitée par les nouvelles dispositions fiscales, il est évident que les classes possédantes ne peuvent espérer meilleure garantie que celle de cette « succession dans la continuité ». C'est que cette issue maintiendrait l'essentiel de l'orientation et du personnel politiques grâce à qui, depuis 1969, la restauration et la fortune, à un rythme accéléré d'une bourgeoisie compradore locale, ont été possibles.

l'envers de la médaille

Mais il y a l'envers de la médaille. Une conjoncture climatique quasi miraculeuse et le tourbillon des affaires ne suffisent pas à faire illusion. Sur fond de cette carte postale pour féerie touristique, la réalité tunisienne s'inscrit en faits et en chiffres plus sombres que ne le laissent entendre les propagandistes du régime. Certes, la situation est loin d'être apocalyptique mais en larguant les principales amarres du dirigisme et du protectionnisme et en s'engageant, en quelque sorte à la godille, dans la voie de la sous-traitance néo-coloniale et de la grande braderie des ressources humaines et matérielles du pays ; les dirigeants tunisiens ont, non seulement hypothéqué de façon redoutable l'avenir mais ils ont accumulé, pour le présent, les sources et les sujets de tension.

La politique de sélection appliquée de façon outrancière dans l'enseignement ; l'incohérence du système scolaire ; la lancinante question des débouchés et la contraignante tutelle du parti unique expliquent, entre autres facteurs, le caractère endémique de la révolte de la jeunesse.

Face à une telle situation, les manières patelines de l'actuel ministre de l'Education, M. M'Zali, chargé de désarmer « la machine infer-

nale » universitaire, peuvent tout au plus retarder l'échéance.

Du côté des salariés, en milieu ouvrier et au niveau du petit peuple des faubourgs, la dégradation constante du pouvoir d'achat et les conditions d'exploitation ont par ailleurs engendré une spectaculaire poussée des luttes sociales.

L'année 1976 s'est terminée dans une atmosphère tendue en raison de la multiplication, depuis le printemps dernier, des mouvements revendicatifs. Ces grèves ont, il est vrai, pour l'essentiel été canalisées par la hiérarchie de l'UGTT. Mais la direction a de moins en moins la possibilité d'enfourcher la vague comme cela a été le cas jusqu'ici.

trêve sociale ?

Décidé à faire face à ce climat de grève permanente, le gouvernement a relancé au début de cette année la tarte à la crème de la « concertation avec les partenaires sociaux ». Cela a abouti au train des augmentations de salaires annoncées en grande pompe le 20 janvier. Ces augmentations qui s'inscrivent dans le cadre d'une « trêve sociale pour cinq ans », ont été pourtant diversement accueillies. Certes l'effet de soulagement immédiat est indéniable ; mais à moyen terme, il y a d'une part le risque bien réel de gel des conventions collectives chèrement acquises et d'autre part les effets de ces augmentations seront, au rythme actuel de l'inflation, très vite laminés par la poussée des prix.

Toujours est-il que le gouvernement a été contraint de lâcher du lest et il n'est pas évident que la base syndicale — irritée de n'avoir pas été consultée avant la conclusion de cet « accord sur cinq ans » par la direction de l'UGTT — se laisse facilement anesthésier.

La trêve est d'autant plus précaire que le pouvoir se montre incapable de développer cette « capacité de contradiction » à laquelle le convient ses partenaires européens. Comme en témoignent les récentes déclarations de Nouira ; le procès des lycéens de Jendouba ; le recours systématique à la torture ; le maintien en détention d'une soixantaine de militants pour délit d'opinion (syndicalistes du centre minier de Jérissa, militants « marxistes léninistes » ou « nationalistes ») parmi lesquels cinq détenus à des peines de longue durée qui, après avoir été grâciés, se sont vu retirer, 4 ans plus tard, en avril 1974, le « bénéfice de la grâce présidentielle » !

une opposition éclatée

Il reste que l'opposition fragmentée et désorientée par les rigueurs de la répression, n'arrive toujours pas à infléchir, même quand elle en inspire les thèmes, les luttes populaires, se contentant le plus souvent d'en commenter le cours.

L'articulation entre les luttes politiques et les luttes sociales est le plus souvent inexistante et il est clair qu'en l'état actuel des choses, l'opposition gêne et inquiète certes le



Hédi Nouira, Premier ministre tunisien :
« Le régime du parti unique est nécessaire. »

ton de la succession, amorcée il y a près de dix ans, touche probablement à sa fin. Atteint d'une variété d'artériosclérose cérébrale diffuse, le président Bourguiba continue, certes, de régner et sa présence physique permet, cela ne fait guère de doutes, de contenir dans les limites du sérail les implacables rivalités des divers clans déstouriens ; mais, à l'évidence, la Tunisie s'installe déjà dans l'après-bourguibisme.

Entre les barons du Destour et les jeunes loups du bourguibisme, les

tant s'être provisoirement imposé. Les sympathies dont il bénéficie à Paris et à Washington, autant que l'estime chaleureuse que lui voue la grande bourgeoisie tunisienne des affaires ont permis à ce politicien, aujourd'hui milliardaire, de prétendre à un « destin national » auquel son passé nationaliste, déroutant et modéré, ne le prédisposait guère.

A ses côtés, l'homme fort du régime — Tahar Belkhodja — dont l'ascension inexorable a été confortée par le rôle qu'il a joué dans le

régime mais elle ne semble nullement préparée à l'affrontement majoritaire avec le pouvoir. La stérilisation de la pensée politique, la fuite dans une démarche aussi incantatoire que vaine et la profonde crise des « courants marxiste léninistes » dominants au sein de l'extrême gauche, ne sont guère de nature, malheureusement, à permettre à cette dernière de prendre, en ce domaine, des initiatives significatives.

Des initiatives tel le harcèlement pratiqué par certains chefs de file du courant « libéral déstourien », dont la dissidence suscite d'indéniables sympathies au sein de certains secteurs de la bourgeoisie comme l'illustre

l'écho rencontré par la courageuse démarche faite par Hassib Ben Ammar, un ancien dignitaire du régime de lancer deux titres de presse libéraux indépendants. La fin de non-recevoir qui lui a été opposée par le gouvernement n'en donne que plus de relief à la proclamation du Mouvement de l'unité populaire animé par Ahmed Ben Salah, qui fut des années durant le principal initiateur de la politique réformatrice pratiquée, avec les difficultés que l'on sait, en Tunisie avant le tournant de 1969.

Cette proclamation, appelant à en finir avec le régime et préconisant la constitution d'un « gouvernement de solidarité populaire et de transition »

sur la base d'un programme démocratique en cinq points; provoquera — à n'en point douter — une relance des débats au sein de l'opposition. La gauche marxiste doit dès lors tenter de peser de façon décisive dans le cours du débat.

Se contenter d'un harcèlement en rangs dispersés; ou préparer les conditions d'un affrontement majoritaire contre le pouvoir: tels sont bien, en effet, les termes de l'alternative à laquelle de façon impérieuse l'opposition tunisienne est aujourd'hui confrontée.

Khemaïs CHAMARI ■

Bourguiba : « Succession de crises ou crise de succession ? »



agression à Nice

Le 28 janvier, au cours de la nuit, deux étudiants tunisiens inscrivent des slogans hostiles au régime du président Bourguiba sur les murs du consulat de Tunisie à Nice. Surpris par un employé de garde ils prennent la fuite mais « l'agent consulaire », un certain Ali Couci, a la gâchette facile. Il fait feu sans sommation et blesse l'un des étudiants Moktar Mahmoudi qui parvient à se traîner jusqu'à un café d'où l'alerte est donnée.

Atteint d'une balle de fort calibre, Mahmoudi est hospitalisé à l'hôpital Saint-Roch. Son agresseur, dont on ne sait toujours pas s'il bénéficiait d'une autorisation de port d'arme, est laissé en liberté. Bien plus, c'est la victime qui, au bout de quarante-huit heures, se voit menacée d'une mesure d'expulsion ! Cette grave agression et la complicité qu'elle a à nouveau révélé entre les autorités tunisiennes et françaises ont suscité un vif émoi au sein de l'émigration tunisienne. Une campagne de protestation vigoureuse se développe actuellement pour dénoncer l'insécurité que font régner les nervis du Destour, le parti unique du président Bourguiba, dans les milieux émigrés tunisiens.

C'est que « l'affaire » de Nice fait suite à une série d'agressions qui auraient pu avoir des effets aussi graves. A Paris, à Lyon et à Lille, les mesures d'intimidation à l'égard des ressortissants tunisiens se sont multipliées ces derniers mois et les « agents consulaires » ou « diplomatiques » qui en sont les auteurs, bénéficient d'une mansuétude inquiétante de la part des autorités françaises.

De tels agissements ne se limitent bien évidemment pas à la seule émigration tunisienne en France. En Allemagne, l'hebdomadaire *Berliner Stimme* dénonçait récemment « les intimidations par retrait de passeport, prolongation de séjour conditionnelle, usage de la violence ou du chantage pour inciter à la délation » pratiquées par les agents tunisiens du consulat général de Hambourg dont dépendent les centres de Wolfsburg et Salzgitter où l'émigration tunisienne est relativement importante.

Un député du SPD à Berlin s'est ému, dans une question orale au parlement, des « actes de violence visant les adversaires du président Bourguiba, affaires où sont du reste impliqués des diplomates tunisiens ».

Il serait urgent, dans ces conditions, qu'en France la campagne de protestation acquière une aussi grande ampleur. Afin que les barbouzes et agents du Destour cessent d'agir en toute impunité en Europe et particulièrement sur le territoire français. ■

José SANCHEZ ■

« on m'appelait Frenchie... »

Français, 22 ans, six mois de « stop » en Afrique, un engagement dans l'armée rhodésienne « pour approcher les combattants ». Ça se passait en janvier de cette année. Christian Blanc, qui ne voulait pas faire la guerre, a tout de même eu quatre semaines pour humer le climat des Special air services (SAS), une unité d'élite où sont versés la plupart des mercenaires recrutés par le gouvernement raciste de Ian Smith pour contenir la poussée des guérilleros zimbabwés. Ensuite, comme pas mal d'autres, il a déserté...

« Il y a plusieurs filières. Pour les Rhodésiens blancs, c'est la conscription : ils sont appelés, et même ré-appelés sans cesse, jusqu'à 38 ans. C'est ce qui démoralise le plus les Blancs des villes, car — pour le reste — ils pourraient ne pas s'apercevoir que leur pays est en guerre. Les Noirs sont engagés volontaires ; ils ont leurs propres unités, évidemment — les Rhodésian armed rifles (RAR) — avec des officiers de race blanche. Les mercenaires étrangers sont la « crème » ; ils constituent l'ossature des unités professionnelles, notamment les para-commandos SAS... Ils sont plusieurs centaines, voire un millier ; parmi eux, il y a une quinzaine de Français, dont les motivations sont surtout idéologiques. On trouve beaucoup de Sud-Africains, des Britanniques, des Australiens, des Néo-Zélandais ; et puis des Portugais, jugés peu combattifs, et plus difficilement assimilables ».

« Officiellement, il n'y a pas de mercenaires ; simplement des immigrés indiquant comme métier : soldat. Au bout de deux ans, ils peuvent avoir la nationalité rhodésienne. La solde est faible : 1 700 francs pour un « troopie » (un « bleu »), dont il faut déduire une partie pour le blanchissage, le salaire du « boy », l'achat du cirage ; et 4 000 F pour un officier. On trouve un peu de tout : des convaincus, qui vien-

nent « défendre l'occident » et lutter contre « la marée noire » ; des baroudeurs, qui combattent pour le plaisir ; et puis ceux qui n'imaginent pas une autre vie, mais se moquent du « pour-

quoi » et pourraient après tout se retrouver en face... »

« Pour le recrutement, ils ne sont pas trop regardants. On rembourse le voyage à ceux qui ont été « rabattus » outre-mer ; les autres signent sur place, et prêtent serment sur la bible. La visite médicale est vite expédiée. Dans les SAS, la titularisation n'intervient qu'après quatre mois de formation très dure, avec l'élimination de nombreuses recrues. L'entraînement est de type « marine » : d'abord un mois de mise en condition physique ; puis l'escalade, la plongée, le parachutisme, le combat au feu ou à l'arme blanche, les techniques de survie, de pistage, de bouclage, etc. Au début, l'instructeur — un Américain d'ailleurs — avait dit : « Les SAS c'est pour les fous. Vous êtes des tueurs, c'est votre job. Mais dans l'unité, il y avait beaucoup de gars gentils ; ils m'appelaient « Frenchie ». J'ai profité d'une permission à Johannesburg pour prendre le large ».

Propos recueillis par Ph. MARIELIE ■



Photo AFP
Ian Smith, Premier ministre rhodésien : « L'aveuglement d'une poignée de privilégiés. »

Afrique australe : Ian Smith : non !

Le rideau de fumée s'est dissipé. Après l'échec de la conférence de Genève, les ultimes déclarations de Ian Smith, qui refuse désormais toute discussion avec les nationalistes du Zimbabwe, marquent la fin de toute tentative négociée et augmentent le poids des futures batailles.

Il ne reste donc pratiquement rien de « l'offensive Kissinger », et pour cause. L'intransigeance de Smith, et surtout de Vorster, sans l'appui duquel la Rhodésie ne tiendrait pas une semaine, s'est manifestée, au lendemain de l'élection de Carter à la Maison Blanche.

On comprend alors mieux pourquoi, subitement, les deux dirigeants des

régimes minoritaires blancs avaient fait preuve d'une certaine souplesse et permis, non sans ambiguïté, l'ouverture de la conférence de Genève. Le point de vue de Carter, regrettant qu'un soutien américain sans faille aux minorités racistes entame, de plus en plus, les positions des Etats-Unis dans le reste de l'Afrique, inquiétait au plus haut point Salisbury et Pretoria. L'élection américaine s'annonçait serrée. Le vote des vingt-quatre millions de Noirs pouvait être décisif. En donnant l'impression que la « mission Kissinger » était couronnée de succès, Smith et Vorster escomptaient un déplacement important du « vote noir » en faveur de Ford.

D'autre part, l'analyse du rapport des forces à l'intérieur du mouvement nationaliste était étonnée. Les partisans d'une véritable redistribution des pouvoirs dans le Zimbabwe indépendant, autrement dit les tenants de la lutte armée, ont pris le dessus sur les vieux appareils politiques qui se seraient réjouis d'un simple transfert de l'autorité entre leurs mains.

La solution néocolonialiste achopperait donc sur ce nouveau rapport de forces. Une fois de plus, l'intransigeance d'un régime minoritaire offre à une simple lutte de libération la voie révolutionnaire.

Michel TICHNIKOV ■

● La commission d'enquête sur l'apartheid (deuxième session), s'est réunie le samedi 29 janvier. La commission a préparé un certain nombre de documents écrits (disponibles au secrétariat : 120, rue Saint-Denis, 75002 Paris, tél. : 233-09-57) sur les thèmes suivants : les sources idéologiques de l'apartheid, les récentes relations économiques entre la France et l'Afrique du Sud, le sport et l'apartheid, l'historique sur la politique des bantoustans ■

● La campagne anti-outspan a tenu, le 4 février à Paris, une conférence de presse sur les prisonniers politiques en Afrique du Sud. Par ailleurs, la CAO vient de faire paraître le n° 13 de son journal *Apartheid, non !* qui, avec ce numéro, inaugure une série d'interviews de représentants des organisations françaises (politiques, syndicales, confessionnelles) concernés par l'avenir de l'Afrique australe. CAO, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 336-00-14. ■

● Week-end de coordination des comités de base de l'Association des amis de la République arabe saharoui démocratique (BP 236, 75264 Paris Cedex 06, tél. 033-79-10) les 5 et 6 février. A cette coordination des représentants du Front Polisario ont fait un exposé sur la situation actuelle au Sahara occidental. Les comités présents ont envisagé les moyens d'accroître l'aide et l'information sur le combat du peuple saharoui. Un meeting de solidarité aura lieu à Paris le 28 février, à 20 h 30 à la Mutualité (salle C), ainsi qu'à Martignes, à l'Office socio-culturel (salle de Grès), cours Aristide-Briand, le 25 février, à 20 h 30. ■

● Un collectif des patriotes démocrates égyptiens en France vient de se constituer à la suite de la vague de répression qui vient de frapper les populations égyptiennes. Adresser le courrier, pour prendre contact : 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris. ■

● Vladimir Borissov interné pour la troisième fois. Peu de jours après la mise en liberté de Vladimir Boukoski, V. Borissov, ouvrier soviétique, co-fondateur du groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme, vient d'être de nouveau interné dans un hôpital psychiatrique de Leningrad.

Un appel vient d'être lancé, exigeant sa libération immédiate. Signatures à faire parvenir à Martine Leguay, 205, boulevard de la Gare, 75013 Paris, tél. 589-36-94 ■

● Détenus politiques au Brésil. Le mouvement international des juristes catholiques a tenu une conférence de presse le mercredi 16 février à la Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris, sur le sort des détenus politiques, des personnes portées disparues et sur l'évolution de la situation des droits de l'homme au Brésil. Une autre réunion d'information sur la situation au Brésil et le sort réservé aux antagonistes emprisonnés aura lieu le jeudi 17 février, à 20 h 30, 44, rue de Rennes, réunion organisée par le Comité France-Brésil et le Comité Brésil pour l'amnistie. ■

les armes de la critique

Marcel Maréchal à Paris : « pour un théâtre de la fraternité »

La troupe du Nouveau théâtre national de Marseille est venue à l'Odéon présenter deux spectacles : *Elisabeth...* de Jean Vauthier et un *Falstaff* de Valère Novarina. Nous avons demandé à Marcel Maréchal ce que devenait son entreprise de « mise en théâtre »...

T.S. : Comment êtes-vous venu à Marseille ?

Marcel MARECHAL : J'y suis arrivé le 1^{er} juillet 1975 sur la demande de Gaston Defferre. J'ai apporté avec moi quelques atouts : un titre neuf, « Nouveau théâtre national », et des moyens plus importants que ceux qui avaient été attribués, avant, à Antoine Bourseiller. Marseille est une ville qui a soif de culture, mais qui est sous-équipée. Nous jouons dans un théâtre privé très vétuste qu'il nous faut louer cher. Marseille a besoin d'un équipement neuf et de moyens supérieurs à ceux que nous avons. Il faut savoir, par exemple, que le TNS a droit à 9 millions et que nous n'obtenons que le tiers de cette somme !

T.S. : Pourquoi revendiquer le titre de « Nouveau théâtre national » ?

M.M. : Pour que les gens comprennent la nécessité d'une aide à apporter à Marseille. Nous ne sommes pas un établissement public et, donc,

nous avons dû négocier ce titre avec l'Etat. Par cette appellation, j'entends signifier qu'une ville comme Marseille, deuxième ville de France, a droit à un meilleur équipement culturel.

T.S. : Vous venez de la région Rhône-Alpes ; peut-on établir une comparaison ?

M.M. : La comparaison est effectivement très intéressante, mais triste à révéler : la région Rhône-Alpes possède environ cinq fois plus de moyens que la région Provence-Côte d'Azur où, pourtant, il y a beaucoup de jeunes troupes et un large public ! Etant dans ce midi, nous allons en profiter pour exposer les problèmes vécus par la région. Nous devons le faire.

T.S. : Que représente, pour vous, le fait de venir à Paris ?

M.M. : C'est important. Tout, encore maintenant, passe par Paris... Mais ce n'est pas désagréable ; nous rencontrons des gens, nous leur parlons de ce qui se passe à Marseille.

C'est une aventure à faire au moins tous les deux ans.

T.S. : Dans le vaste public marseillais, avez-vous un public ouvrier ?

M.M. : C'est un public qui se déplace peu. Mais ils savent que leurs enfants sont concernés par le théâtre. Pour eux, la « chance » est peut-être passée parce que le théâtre est un langage et qu'un langage s'apprend lorsqu'on est petit ; mais pour les enfants, l'expérience est positive. C'est pour cette raison que nous tenons beaucoup au théâtre pour enfants, aux matinées scolaires. Ce problème-là est un problème de société : nous sommes dans une société cloisonnée et le fait de faire du théâtre permet la communication, l'éveil à la conscience politique.

T.S. : Que pensez-vous de la politique au théâtre ?

M.M. : Je dirai qu'il faut se méfier des excès. Le théâtre doit demeurer un acte poétique avant toute chose ; transformer la scène en tribune n'est valable que dans les périodes de crise politique, en dehors de ces moments-là, c'est une expérience qui dessert le théâtre. Personnellement, je tiens à ce que mon théâtre reste un « spectacle ». Un spectacle qui respecte et le texte (j'ai horreur des metteurs en scène qui imposent leur personnalité sur un texte de façon trop forte) et le spectateur.

T.S. : « Votre » théâtre... Comment le définiriez-vous ?

M.M. : Je crois au théâtre de la fraternité. Il y a eux, il y a nous et quelque chose se passe. Le théâtre est une œuvre d'amour.

Propos recueillis par
Fabian GASTELLIER ■



Marcel Maréchal à Avignon.

le temps de lire

petite fille en rouge...

Le premier roman de Myrielle Marc (1) se présente comme le journal d'une petite fille, de 1956 à 1958, journal où des faits d'apparence anodine composent un récit tendu à craquer comme une corde, entre l'humour et le désespoir. Si certains passages de *Petite fille en rouge avec un couteau* évoquent tour à tour *La guerre des boutons* ou *Zazie dans le métro*, l'ensemble constitue cependant un livre unique sur l'enfance, pris dans l'enfance elle-même, avec ses lieux magiques, ses rêves qui se lézardent devant la réalité du monde adulte et de la mort. Une petite fille grandit (vieillit) et note tout ce qui se compose et se décompose autour d'elle ; portraits tendres ou féroces de sa famille, de l'instituteur, de la vie de collège, de la camaraderie... Ni la sauvagerie ni le couteau ne pourront rien contre le temps qui passe.

Il faut saluer ce livre inquiétant où le langage enfantin de l'héroïne est aux antipodes de la puérilité. Myrielle Marc a réussi un beau travail d'écriture simple et brutale, mêlant le réel à

l'imaginaire dans des évocations souvent saisissantes (« Quand tu es mort, les vers et les araignées viennent te manger dans ta tombe. [...] Elles commencent, je crois, par manger les yeux parce que c'est humide »). En moins de deux cents pages, à travers une petite fille, c'est nous-mêmes qui sommes mis à vif.

J.-F. MATHE ■

(1) *Petite fille en rouge avec un couteau*, Paris, éd. du Seuil, 1977, 189 p., 32 F.

science-fiction : le grand braquet ?

L'impérialisme américain ne se fait pas seulement sentir au Viêt-nam et dans le commerce des machines à laver. Dans le domaine culturel, c'est un problème tout aussi essentiel. La science-fiction française, comme d'ailleurs le roman policier, a des difficultés pour trouver une identité personnelle parce que le marché est littéralement envahi de vedettes américaines. Pour un livre français de

SF paraissent dix romans anglo-saxons.

Sans tomber dans le nationalisme, il est important, politiquement, de faire connaître et d'aider les écrivains d'ici qui veulent s'exprimer dans ce domaine. En science-fiction, trois expériences méritent actuellement un détour : *Univers*, une revue publiée sous forme de livre dans la collection de poche « J'ai lu », dirigée par Yves Frémion ; *Dédale*, une revue identique dirigée par Henry-Luc Planchat chez Marabout, et une anthologie semestrielle de la SF française, *Retour à la Terre* fabriquée par Jean-Pierre Andrevon pour Denoël, coll. « Présence du futur ».

Univers, tiré à 50 000 exemplaires est un beau pari tenu par Yves Frémion depuis un an et demi. Tous les trois mois, Frémion publie des anglo-saxons, mais aussi de jeunes auteurs français situés à gauche, voire à l'ultra-gauche. Dans *Univers 06*, on peut lire Daniel Walther et Pierre Pelot, dans le 05 : Michel Jeury, Katia Alexandre et George Barlow ; autant de nouvelles qui repèrent les fissures de notre société occidentale, s'y glis-

sent et tentent de faire s'écrouler l'édifice.

Dédale, chez Marabout, n'en est qu'à son second numéro et nous fait attendre depuis longtemps le troisième. Dans *Dédale 2*, l'auteur belge, Maxime Benoît-Jeannin, animateur de la revue *Stardust* nous raconte comment ça peut se passer après la guerre atomique, quand les mutants irradiés sont chassés par les « normaux », et René Durand avec *Les centaures de Catalogne*, un texte très violent, apporte son soutien aux peuples basque et catalan en lutte.

Jean-Pierre Andrevon, qui s'occupe de SF à *Charlie mensuel* et à *La Gueule ouverte* cherche, avec *Retour à la Terre* (dont les deux premiers tomes sont parus chez Denoël) à favoriser l'éclosion d'une SF française sensibilisée par les problèmes écologiques.

Avec ce genre de textes engagés, la SF abandonne les étoiles pour fouiner dans notre réalité d'aujourd'hui. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons.

Bernard BLANC ■

Jeannette Laot : femme et militante

Jusque-là, on n'avait jamais eu, ou pris, le temps de parler des problèmes des femmes, d'exposer les positions de l'organisation. Ce livre pouvait être l'occasion de faire connaître nos positions à l'extérieur et être en même temps un texte auquel pourraient se référer les militants CFDT — dans l'ensemble pas plus avancés que l'opinion publique sur les problèmes des femmes. Je me suis dit que dans l'optique d'un outil de travail pour l'organisation il fallait faire ce livre. C'est ainsi que j'ai travaillé avec le journaliste Dominique Pélerin qui a été passionnée par tout ce que je lui ai dit. La matière première immense, jaillie des interviews, a rendu longue et difficile la conception de ce livre qui devait sortir à la veille du congrès confédéral. Il arrive maintenant alors qu'il y a tout un débat sur le problème de savoir quelle lutte doivent mener les femmes de la classe ouvrière. Les militantes de la classe ouvrière, les militantes de gauche se posent des ques-

je me suis syndiquée. En l'absence d'un syndicat CFTC, comme j'étais catholique pratiquante, le seul syndicat auquel je pouvais adhérer, c'était FO. La CGT était active et puissante, mais c'était une organisation marxiste, donc anticléricale, je ne pouvais pas me tourner vers elle. Quelque temps après, nous avons fondé à plusieurs — déçues par FO — un syndicat CFTC. Le syndicat s'est développé et la nécessité d'une organisation nationale s'est imposée. Conseillère à l'Union locale de Morlaix puis élue au conseil de l'union départementale du Finistère, je me suis trouvée en 1954 permanente détachée à Paris.

Absorbée par l'action, ce n'est que petit à petit que je me suis posé le problème de la place des femmes, notamment dans le mouvement syndical. Quand je suis arrivée à la CFTC, les femmes qui osaient poser ces problèmes en termes politiques étaient minoritaires, elles étaient même un peu rejetées par les autres femmes. Avec quelques-unes nous nous sommes trouvées très isolées, la plupart des militantes qui avaient des responsabilités au sein de l'organisation et qui étaient à la commission féminine confédérale n'étaient pas nos alliées. Après beaucoup de réticences, mais pensant qu'il est important d'approcher les débats partout, je suis rentrée dans cette commission. Avec quelques camarades, nous avons découvert là les problèmes des femmes. Nous avons compris que la plupart des militantes — pourtant actives dans l'organisation — ne pouvaient pas découvrir la réalité des travailleuses parce que — militantes ou militants — on est écrasé par la prise en charge des problèmes concrets dans les entreprises, par la représentation syndicale, etc. Vous voyez ce que ça peut être pour une militante dans la mesure où elle ajoute à ses responsabilités syndicales ses charges de femme, alors qu'il est difficile d'imaginer spontanément une répartition des rôles différents entre hommes et femmes ! Il y a là une situation qui empêche pratiquement les militantes en action de pouvoir s'appesantir sur leurs propres problèmes : elles croient que c'est parce qu'elles ne sont pas assez fortes, parce qu'elles ne se donnent pas suffisamment, qu'elles n'arrivent pas à égalité de responsabilité avec les hommes de l'organisation. Elles ne pensent pas que c'est parce qu'elles sont des femmes, mais que c'est un problème individuel, personnel.

On a posé ces problèmes dans l'organisation, bien que nous n'étions qu'une minorité et qu'il n'y avait pas de pression à la base (je dirais même pas de demande), en nous appuyant sur tout ce qui est la richesse de la

Jeannette LAOT : C'est un bouquin syndical (1). C'est le résumé de tout le travail de l'organisation (CFDT). Le début du livre — ma vie en Bretagne, puis mon arrivée à Paris, mon travail au sein de la CFDT — éclaire la suite qui est plus théorique. Je ne voulais pas me raconter, moi personnellement, mais en parlant un peu de moi c'est la vie d'une militante, d'une travailleuse qui devient militante que

CFDT, nous interrogeant vraiment sur les rapports de pouvoir à l'intérieur des groupes, à l'intérieur de notre propre classe. Ce que nous disions reposait sur la réalité de ce que vivaient les femmes dans le monde du travail : les femmes n'ont pas la même égalité dans l'entreprise, les femmes n'ont pas les mêmes salaires, les femmes n'ont pas les mêmes postes que les hommes, elles n'ont pas la même promotion ; les revendications sociales de la CFDT, allocation « mère au foyer », etc., tout cela va à l'encontre des intérêts des travailleuses. Notre démarche a été très syndicale. Si nous n'avions fait qu'un discours politique, théorique sur les rapports de pouvoir, nous n'aurions pas avancé. Nous n'aurions pas eu une base qui répondait bien aux problèmes. Nous étions une poignée, mais en 1970 nous avons réussi à modifier cette situation : les positions d'aujourd'hui étaient pratiquement déjà acquises en 1970 à la CFDT.

T.S. : Peux-tu nous parler de la position de la CFDT par rapport au mouvement des femmes ?

J.L. : Quand le MLF est apparu, la CFDT a été une des seules organisations de masse à avoir une attitude positive. C'est sans doute parce qu'elle avait posé le problème des femmes à l'intérieur que la CFDT a pu avoir cette position et freiner ainsi les attitudes négatives des autres organisations de masse. Si nous n'avions pas eu les positions que nous avons, si les militants n'avaient eu aucun débat préalable, ils n'auraient pu modifier leur approche du problème : ils auraient été terriblement critiqués, ils auraient rejeté, ridiculisé les femmes du MLF. Elles n'ont pas été suivies par les mouvements de masse, mais elles n'ont pas été ridiculisées. C'est important, parce qu'on aurait pu faire un écran entre le MLF et la classe ouvrière.

T.S. : Ça a été un peu la même chose à propos du MLAC. C'est la CFDT qui, en tant que mouvement de masse, a le plus participé à sa création ?

J.L. : Nous avons fait un travail important, y compris sur l'avortement, avant que le MLAC ne se crée. Mais le Bureau national avait bien conscience qu'il n'était pas possible pour la CFDT de dire qu'elle allait participer à un mouvement qui voulait avoir une pratique de masse, du même type que la pratique syndicale dans l'entreprise, et non pas une démarche théorique. Notre organisation n'était absolument pas prête sur le terrain de l'avortement à prendre cette responsabilité, nous avions trop

de problèmes internes, la position prise au BN n'était pas assimilée par les militants — elle n'est pas encore complètement comprise actuellement, c'est pourquoi je l'ai redonnée dans le livre. Donc l'organisation a pris — difficilement, mais elle l'a prise — la responsabilité de m'envoyer, à titre personnel, au MLAC. Nous pensions qu'on allait pouvoir, à partir d'une situation réelle des femmes construire un mouvement de masse, sur un terrain qui n'était pas très bien pris en charge par l'extrême gauche, où il n'y avait pas d'hommes tellement engagés — donc pas de débats théoriques qui font que les hommes s'affrontent en permanence politiquement.

Mais le gouvernement a très vite voulu bloquer notre action en mettant en chantier un projet de loi. Et les groupes d'extrême gauche ont senti qu'ils avaient là une situation favorable à l'agitation politique contre le gouvernement mais aussi contre les fondateurs « réformistes ». Consciente de l'impossibilité de continuer dans la perspective et le travail fixés, je suis partie, bientôt suivie par les autres camarades fondatrices. C'est dommage, on a échoué dans la tentative de réaliser une nouvelle forme d'organisation rassemblant les diverses forces décidées à changer la société en profondeur. Peut-être que les conditions n'étaient pas réunies ?

T.S. : Comment les femmes se réunissent-elles à l'intérieur de la CFDT ? Quel est le rôle des commissions féminines ?

J.L. : Notre position est la suivante : partout où c'est nécessaire, il faut mettre en place les outils qui permettront aux travailleuses de s'exprimer. Quand les travailleuses sentent qu'elles n'arrivent pas à s'exprimer au sein de la structure syndicale, en face des militants, quand elles ne sont pas suffisamment solides parce qu'elles n'ont pas encore intégré tous les éléments d'information, la ligne politique de l'organisation, pour pouvoir affronter les militants qui les entourent, il faut peut-être penser à mettre en place une commission de travailleuses. Cette commission fonctionnera avec une — ou un — responsable politique qui aidera les militantes à analyser leur situation, à la traiter politiquement pour ensuite la poser dans l'organisation et intervenir sur leur propre terrain.

Le problème c'est quand un groupe s'est constitué à côté de l'organisation par des femmes qui ont découvert les problèmes féminins en dehors du syndicalisme, qui posent les problèmes en termes uniquement féministes. Et la jonction ne se fait à



Photo Tribune socialiste

tions : comment faire pour ne pas tomber dans le piège de la droite et pour ne pas en rester non plus à des actions minoritaires, pour mener des actions de masse en liaison très étroite avec l'oppression de classe.

T.S. : Ton livre est consacré aux problèmes des femmes. C'est donc que tu penses qu'il y a des problèmes féminins spécifiques. Quand as-tu pris conscience de cet état de fait ?

J.L. : J'ai vécu jusqu'à vingt-deux ans à Landerneau. Mon père, boucher, est mort alors que j'avais treize ans. J'ai alors aidé ma mère à la boucherie, tout en modelant des chapeaux chez une cousine modiste. Mais, à vingt-deux ans, sans avenir ni dans la boucherie ni dans la mode, j'ai posé ma candidature à la Manufacture des tabacs. Rapidement,

j'ai voulu raconter. Si je n'avais pas fait le début, on aurait dit que c'étaient de nouvelles thèses, on n'aurait pas compris toute la démarche syndicale qui a été faite. C'est ce qui est important : la démarche que font les militants en général. C'est la commission exécutive qui m'a poussée à faire ce livre, alors que j'avais été sollicitée par les éditions Stock pour leur collection « Les grands leaders ».

aucun moment entre une démarche syndicale et le discours féministe.

Les commissions de travailleuses dans l'entreprise sont plus concrètes : les militantes ont moins de risques de ne faire qu'un discours féministe sans prendre en charge les problèmes des travailleuses de la boîte. C'est par contre le danger des commissions « interprofessionnelles » au niveau des unions départementales.

Les commissions féminines, dans la mesure où elles travaillent peu, ou pas, dans l'organisation, refont un travail qui peut rester longtemps à côté de la structure. Ce n'est pas inutile, mais pas opérationnel. Et puis, quand les femmes disparaissent — c'est souvent ce qui arrive pour les « féministes » qui ne sont pas vraiment syndicalistes — d'autres prennent le relais et recommencent, croyant que rien n'a été fait avant. Ça ne change rien en profondeur ! Il faut savoir utiliser la mémoire politique, pour ne pas refaire toujours les mêmes démarches. Même s'il faut actualiser, adapter, on va plus vite en partant de bases.

T.S. : Dans ton livre, tu dis aux femmes qu'il faut lutter. Mais pas n'importe comment ?

J.L. : Les problèmes des hommes, ce ne sont pas les problèmes des hommes et des femmes. Homme ça ne veut pas dire être humain. Mais il faut également qu'on le dise et qu'on le redise : le sexe n'est pas non plus le lien entre les personnes pour s'organiser. Les femmes des classes bourgeoises rencontrent à partir de leur propre expérience une des contradictions de cette société : les pouvoirs inégalitaires. Elles ne peuvent la rencontrer que là, mais il faut qu'elles aillent au bout de leur

démarche. Si elles veulent faire l'unité d'action, si elles veulent mener la même lutte avec les femmes de la classe ouvrière, il faut qu'elles mettent les rapports de pouvoir en cause — y compris les rapports de pouvoir entre classes — et pas seulement utiliser les femmes de la classe ouvrière comme force d'appoint pour régler leurs problèmes au sein de leur classe, alors qu'elles sont solidaires, elles, de leurs hommes pour exploiter la classe ouvrière et continuer à garder leurs privilèges. C'est un service à leur rendre : nous devons mener la lutte féministe à l'intérieur de notre classe, mais en refusant de nous laisser utiliser par les femmes des classes dominantes. Les organisations de gauche doivent trouver le moyen de poser les problèmes des rapports hommes-femmes au sein de la classe ouvrière et ne pas se laisser piéger par le discours de Giscard ou d'autres. Autrement, on laisse croire aux femmes que c'est la même chose pour les femmes des classes moyennes, de la classe ouvrière, de la classe bourgeoise : c'est pas pareil, les problèmes ne se posent pas dans les mêmes termes ! Quand des hommes au pouvoir parlent de la démocratie en France et demandent aux hommes de la classe ouvrière d'accepter cette démocratie, les hommes de la classe ouvrière ne sont pas d'accord. Ils ne sont pas d'accord pas parce qu'ils sont hommes, qu'ils marchent d'un seul pas avec les hommes de la classe dominante. Il n'y a pas de raison que, nous, on se laisse avoir !

**Propos recueillis par
Simone LIEHRMANN ■**

(1) *Jeannette Laot, Stratégie pour les femmes, Paris, éd. Stock, 250 p., 38 F. En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.*



Photo Tribune socialiste

Nicole Pasquier, Déléguée nationale à la condition féminine a adressé à tous les partis politiques, la lettre ci-dessous. Nous publions la réponse d'Huguette Bachardeau, membre du Bureau national du PSU.

Madame,

Les femmes représentent aujourd'hui 52 % du corps électoral. Mais elles ne détiennent que 4 % des mandats municipaux et 2 % seulement des mandats législatifs.

Cette situation est inacceptable et, en tant que femme, vous ne pouvez manquer, comme moi, d'y être sensible.

Je fais parvenir, ce jour, au secrétaire national de votre parti, une lettre l'invitant à s'engager publiquement, au nom de sa formation politique, à présenter aux élections municipales et législatives, un nombre plus significatif de candidates.

Cette demande n'obéit à aucun motif partisan. Tous les principaux partis politiques en ont du reste été destinataires.

C'est à la femme que vous êtes, indépendamment de vos engagements politiques, que je m'adresse, pour vous demander d'appuyer cette proposition auprès des différentes instances de votre parti.

Nicole PASQUIER ■

Madame,

J'étais personnellement à la conférence de presse que vous avez tenue à Lyon le 26 octobre, conférence portant, en partie, sur le problème de la représentation des femmes dans la vie politique. J'ai dit alors de vive voix, et en public, ce que vous nous demandiez de vous écrire, comme si vous vous posiez en arbitre au-dessus des partis pour défendre les intérêts de toutes les femmes.

Dans le jeu électoral — comme dans la promotion sociale de quelques femmes qui arrivent — famille, chance, diplômes, etc. — à échapper au « sort commun », l'attitude du pouvoir en place est trop souvent de fabriquer des « femmes-alibi », sans rien changer aux conditions de vie et de travail de l'immense majorité d'entre-nous ; double journée, travail ménager non reconnu et gratuit, discrimination dans les emplois, les qualifications, les salaires, licenciements en cas de crise, manque d'équipements collectifs, etc., etc.

Dans les réponses qui vous sont faites, l'inflation des « quota » de femmes dans les listes des partis est impressionnante ; nous ne cherchons pas à entrer dans cette crise ; trop souvent ces chiffres sont bien vains : il faudrait voir dans quel cas les femmes sont présentées en plus grand nombre ; listes chanceuses ou perdantes ?

Mais, surtout, pour que la représentation de femmes puisse être efficace et change ce qui peut être changé de leur condition dans le système actuel, il faudrait qu'elles puissent représenter des intérêts collectifs préalablement définis. Une femme, ou des femmes, dans des conseils municipaux c'est bien. Mais on sait quelle ancienne « division des tâches » les attend : à nous les « affaires sociales », les enfants, les personnes âgées. Les hommes au budget et à l'urbanisme... Et les choses sont ainsi faites que nous avons souvent intérêt, dans l'immédiat, à « rafistoler » à court terme ce qu'on veut bien laisser à notre portée. Tant que les femmes ne sont pas organisées dans des mouvements qui soient capables de faire pression sur les pouvoirs publics, elles ont peu de « représentantes ».

Nous ne doutons pas que des femmes élues puissent militer pour changer notre condition, mais, dans la vie politique actuelle, elles pourraient légitimement se dire qu'elles n'ont pas été élues pour cela.

Voilà pourquoi, en tant que responsable-femme au Bureau national du PSU, je vous dirai :

— Les militantes du PSU (35 % des adhérents) continueront à se présenter le plus possible dans les listes d'unité populaire auxquelles nous participons avec les partis de gauche et dans les listes pour le socialisme autogestionnaire que nous constituons par ailleurs.

— les femmes de notre parti essaient de participer avant tout, à la remise sur pied d'organisations qui permettent aux femmes de se retrouver, de s'organiser, et de se faire représenter collectivement, au lieu de compter sur la bonne volonté, le dévouement ou les qualités individuelles de telle ou telle.

Ces idées, et quelques autres, avaient déjà été exprimées, à la suite de votre conférence, dans plusieurs articles de notre presse qui devaient servir de réponse. Nous ne pensons toujours pas devoir nous adresser aux femmes par déléguée gouvernementale interposée. Mais dans le concert de séduction et de promesses à l'égard des femmes qui — ce n'est pas nouveau — précède la campagne électorale, nous ne voudrions, tout de même pas que l'on puisse conclure, parce que nous ne voulons pas faire chorus, à de l'indifférence.

Ce serait plutôt de l'irritation.

Huguette BOUCHARDEAU ■

Alain Resnais à *Tribune socialiste* :

« L'homme n'est pas maître de son imaginaire. »

Le dernier film de Alain Resnais *Providence*, tourné intégralement en anglais, est une œuvre capitale pour le cinéma français d'aujourd'hui. Un vieil écrivain, que la mort guette, promène, tout au long d'une nuit de cauchemars, un regard aigu et destructeur sur les membres de sa famille qu'il distord pour en faire d'incroyables monstres. Film tout entier bâti sur le seuil fragile qui existe entre songe et réalité, *Providence* est un étonnement, un enchantement pour l'œil et l'intelligence. Un film sur les angoisses de l'homme, un film sur l'impossibilité d'être maître de l'imaginaire, un film « ouvert » où nous devons chercher ce qui sera bon pour nous. Plutôt que de parler d'une œuvre qui sera perçue de façon différente par chacun d'entre-nous, nous avons préféré donner la parole à Alain Resnais.

T.S. : Vous ne faites que très peu de films. Etes-vous victime du système actuel de production ?

Alain Resnais : Pas plus qu'un autre. Le système est difficile, c'est certain, mais il y a plus martyr que moi ! Pour *Providence* j'ai eu la chance de rencontrer de jeunes producteurs qui voulaient faire un film avec moi. C'est courageux, il faut bien l'avouer, car mon cinéma n'a pas toujours été très « rentable » !

T.S. : Quelle est l'origine de ce dernier film ?

A.R. : C'est très confus. Il n'y a jamais UNE seule chose qui donne naissance à un film, mais plusieurs. Au début — il était entendu que je devais travailler avec David Mercer, le scénariste talentueux de *Family Life* — Mercer voulait faire quelque chose qui parlerait des camps chiliens... Il n'en reste que des éclats dans le film ; des éclats qui appartiennent au délire de Clive Langham, le vieil écrivain. Le film est passé par de nombreuses étapes avant de devenir ce « regard » sur les phantasmes d'un écrivain

T.S. : Au départ, quel était votre « matériel » ?

A.R. : Il se composait de trois personnes : Mercer, Bogarde et moi-même. Dès que le scénario définitif a été terminé, j'ai eu l'idée de faire jouer Ellen Burstyn et Elaine Stritch. Le personnage de l'écrivain, John Gielgud est arrivé en dernier. Sa présence s'est imposée petit à petit, pour que le spectateur ne soit pas confronté à un rêve trop fou. Il matérialise, en quelque sorte, tous les délires qui sont le centre du film.

T.S. : On dit que vous pensez surtout aux voix des acteurs, pourquoi ?

A.R. : Il est vrai que j'ai pensé à la composition d'un orchestre, en préparant ce film... Pour moi, les voix créent les atmosphères ; elles doivent s'harmoniser entre-elles. La voix de Stritch, très sombre, est en opposition avec la voix claire de Burstyn — je crée ainsi l'opposition entre les personnages.

T.S. : Y a-t-il un fil conducteur à ce film ?

A.R. : Je dis souvent que c'est l'histoire d'un père qui fait passer toute sa famille en jugement pour, finalement, créer un conflit contre lui-même et finir par être le seul accusé... Mais le film n'a pas de structure logique. Il présente des images ; ces images font naître des impressions, voire des « émotions », c'est tout. Il n'y a pas de développement cohérent de l'intrigue.

T.S. : Ce film pose le problème du « jugement » : comment l'interprétez-vous ?

A.R. : J'ai voulu créer un conflit. Conflit entre un avocat tout en absence de passions (enfin, qui



Photo Tribune socialiste

Alain Resnais et Bogarde : « Une rencontre qu'ils attendaient depuis 14 ans. »

devrait être ainsi...) et un jeune homme, Kevin, qui est l'instinct et la vie au premier degré.

T.S. : Mais tout cela est imaginé par l'écrivain. Pourquoi cette méchanceté ?

A.R. : Clive Langham sait qu'il va mourir. Il en veut aux autres de « demeurer ». En fait, comme l'exprime l'image du vieillard couvert de poils que Kevin tue au début du film, il n'a qu'un désir : qu'on l'achève.

T.S. : Par rapport à vos autres films où régnait, en arrière plan, la présence de l'Histoire — et de l'histoire politique principalement — *Providence* semble coupé de ces références. Pourquoi cet univers sans contact avec le monde extérieur ?

A.R. : Le vieil homme connaît certainement les événements du monde mais, sous l'effet de sa fièvre, il les transforme en cauchemars person-

nalisés. Mercer et moi, n'avons pas voulu « politiser » ce film. Il se peut qu'il y ait des éléments politiques, mais le film n'est pas un film politique.

T.S. : Les camps chiliens ?

A.R. : Ils ont perdu leur signification ; ils sont devenus un symbole : le symbole du complexe de persécution dont souffrent tous les vieux qui s'imaginent que la jeunesse veut se débarrasser d'eux.

T.S. : Finalement, *Providence* ne pose-t-il pas le problème d'un échec de la domination sur autrui ?

A.R. : Si. Tout homme désire être maître des autres, même par le biais de l'imaginaire... Mais l'homme n'est pas maître de l'imaginaire ; ce monde-là lui échappe et il perd la partie.

Propos recueillis par Fabian GASTELLIER ■

le prête-nom

Un sujet choc historique : le maccarthysme, un réalisateur : Martin Ritt, un scénariste : Walter Bernstein, des acteurs, dont Zéro Mostel, couchés sur la liste noire dans les années 50, recréent pour les spectateurs de 77 les drames et difficultés des « artistes » soupçonnés de communisme, à une époque où cela équivalait à l'interdiction de travailler.

Pour les écrivains, scénaristes ou réalisateurs, restait la possibilité du « prête-nom » : continuer à écrire en utilisant un « homme de paille ». Impossible pour les acteurs, puisque c'est au niveau de l'apparence qu'ils existent.

Woody Allen, personnage principal, c'est le prête-nom d'un certain nombre de scénaristes frappés d'interdiction. On voit tous les développements, à base de quiproquo, auxquels peut donner lieu ce sujet. Mélange de sérieux, de thèmes graves, et la présence de Woody Allen n'étant pas innocente, d'effets comiques.

C'est du moins ce que l'on pouvait espérer. Mais, qu'on soit sensible ou non au jeu et à l'humour de Woody Allen, il n'en reste pas moins que Martin Ritt est loin de valoir Mac Carey, et que le dosage entre les hor-

reurs de la guerre même si elle ne s'avoue pas comme telle et ses côtés comiques, semble plutôt raté.

Que reste-t-il ? Un film plutôt ennuyeux, qui ne tombe pas dans le piège de la revanche à tout crin, mais qui manque singulièrement de punch.

Le maccarthysme, l'intolérance politique, la « chasse aux sorcières » sont toujours plus ou moins d'actualité. Simplement les mœurs changent et les modalités de la persécution politique évoluent considérablement. Pour arriver à actualiser un sujet passé, il faut un talent de la force de Wilder qui intitulait son dernier film *The Front Page* (Spéciale première) contre *The Front* (Le prête-nom) de Ritt.

Au-delà du jeu de mot, des connotations politiques, on décèle rapidement ce qui fait la différence entre

Ritt et Wilder. Pour le premier, un certain optimisme, une certaine foi dans les êtres. Pour le second, peut-être plus réaliste, le cynisme l'emporte très nettement.

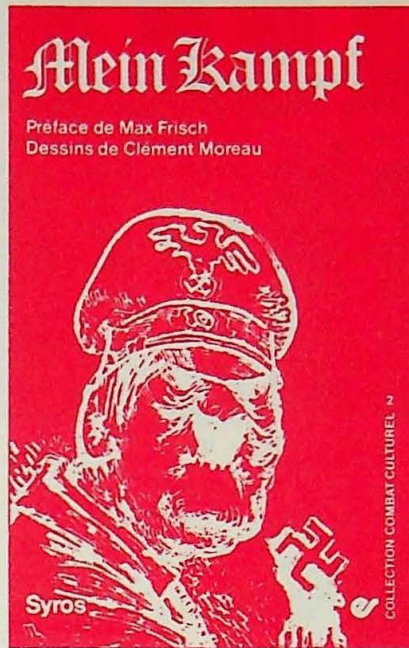
Et le dernier plan de Ritt, qu'apporte-t-il ? Une pseudo leçon de courage et d'optimisme. Woody Allen déclare superbement à la commission des activités anti-américaines : « allez vous faire foutre ! ». Baiser final. Happy end... Et puis... Le héros a les menottes aux mains. Mais le dénouement n'en est pas moins heureux pour cela, au contraire. Le peuple manifeste, l'applaudit à grande cris, l'attendra.

Même si on ne peut qu'être d'accord avec l'attitude de Woody Allen, qui refuse de « livrer des noms » pour pouvoir continuer à travailler, et comme le firent les participants du film, à l'époque, *le prête-nom* se termine d'une façon un peu trop lénifiante, oubliant le triste sort du personnage de Zéro Mostel.

Stéphane SOREL ■

Version originale : *St-Germain-Village*, 5^e (633-87-59). *Panthéon*, 5^e (033-15-04). *France-Elysées*, 8^e (723-71-11). *Studio-Raspail* 14^e (326-38-98). Version française : *Gaumont-Madeleine*, 8^e (073-56-03). *Athéna*, 12^e (343-07-48). *Gaumont-Convention*, 15^e (828-42-27).

dans la collection
« combat culturel »



64 pages - 15 francs.

Clément Moreau est né en Allemagne, en 1903. Son engagement social l'oblige à l'exil, en Argentine. Là, il rencontre, entre autres, le « Che » et Pablo Neruda. En 1936-1938, il publie des dessins dont les légendes sont des phrases tirées de « Mein Kampf » — d'où le titre du livre publié par Syros. Ces dessins lui valent d'être traîné en justice par l'ambassade d'Allemagne. Celle-ci perd le procès, mais déchoit l'auteur de sa nationalité. Aujourd'hui, il vit en Suisse, n'ayant pu retourner en Argentine depuis la dictature militaire.

Brecht collectionnait les caricatures anti-hitlériennes de C. Moreau. Il semble que la pièce « La résistible ascension d'Arturo Ui » ait été inspirée par ces caricatures.

Comme l'écrit Max Frisch dans sa préface, Clément Moreau nous invite à apprendre « à lire ce que nos « sauveurs » écrivent ».

Avis aux dessinateurs : qu'ils nous proposent une mise en pièces de « Démocratie française », et Syros la publie. ■

points de vue

On s'est encore offert pour pas cher quelques « toiles » sur petit écran : *Les garçons*, de Mauro Bolognini, dimanche soir sur FR 3 — *Le dictateur*, de Charlie Chaplin, lundi 14 sur TF 1 (certes, il faut se farcir le couplet final, très œcuménique et euphorisant, mais auparavant : quels moments d'humour et d'intelligence face à l'irrationnel brutal, à la connerie fasciste !) ... Néanmoins, on a fait l'effort de traquer quelques émissions dites de « création », des réalisations spécifiquement « télé ».

D'abord : *Le droit à la folie*, programmé mercredi 9 février, un bon reportage sur l'expérience psychiatrique de Laborde. Quelque part en Sologne, cette « clinique » pas comme les autres est, avant tout, une vraie grande maison pleine de salles où l'on peut être ensemble, et de recoins où être seul. Avec, autour, de vrais arbres, une campagne, de vrais chevaux... Les gens qui vivent là — « malades », stagiaires, médecins — posent des questions, vraies aussi, et tentent d'y répondre : le sexe, l'amour, le pouvoir, la société, la politique.

vivre sa « folie »...

Au fil de l'émission, à force d'écouter, on en arrive à ne plus savoir où se situe le monde des « fous », la « vie de fou », le dedans et le dehors... Une heure, c'est court pour décrire ce qu'est la « psychothérapie institutionnelle ». On a pourtant compris combien il était important pour le « malade » d'évoluer dans ce milieu ouvert, mais cependant quadrillé de repères ; de vivre dans une constellation de « facteurs » sur lesquels il peut prendre appui, auxquels il peut se rattacher : personnes, lieux, objets, moments... A son propre rythme, il trouve là les moyens de vivre d'abord sa « folie », de se prendre en charge et, peut-être, d'affronter un jour d'une façon ou d'une autre le monde extérieur.

Éléments déterminants : la rotation systématique des équipes soignants-soignés a été instaurée pour toutes les activités : ménage, cuisine, soins, ateliers divers... Cette structure auto-gestionnaire, souple mais organisée, empêche la constitution de domaines réservés, la consolidation de hiérarchies, provoquant le repli sur soi et le rejet de l'autre. Aujourd'hui, Laborde est menacée de faillite. Le gouvernement, sollicité, fait le sourd...

Autre tentative compromise : celle du « Bel espoir » du père Jaouen. La goélette des drogués reste à quai depuis trois ans... L'Etat doit dix millions de francs. Le père Jaouen, on l'a aperçu sur FR 3 un de ces derniers soirs, vers 23 heures, il était venu tranquillement remettre les choses à leur place, après tout le battage (« le

serpent de mer») créé autour des deux jeunes morts de Caen.

la lippe tristounette

Par ailleurs, on s'est consciencieusement attardé à des séries « françaises ». *Danger immédiat* (samedi, A 2) : il s'agit d'espionnage industriel... sujets ténus, petits moyens : on s'essouffle à imiter les feuilletons américains, mais les poursuites en Renault 6 font peu d'effet... La « création », ce n'est pas encore cela. Quant à *Chapeau melon et bottes de cuir*, depuis qu'« ils » sont trois et que c'est devenu franco-britannique, on n'est pas encore parvenu à aller jusqu'au terme d'un épisode !

On ne saurait passer sous silence

le retour de Roger Gicquel sur TF 1, au journal de 20 heures : le cheveu plus court, l'œil plus vif, la lippe toujours tristounette, il nous reprend par la main, pour nous balader dans l'actualité, à coups de petits commentaires « personnalisés » marqués au coin du bon sens : « ah oui ! les municipales... Oh là là ! le tiers provisionnel !... aïe, aïe, aïe, l'effroyable accident !... Vous n'y comprenez rien ? moi non plus. Attendez : Emmanuel de la Taille va vous expliquer... »

Gicquel rentré de vacances, c'est un peu comme si la famille était à nouveau rassemblée pour le potage du soir, dans chaque foyer français.

Enfin, après les artistes et les réalisateurs, les journalistes et les autres personnels de l'ex-ORTF entament à nouveau des actions revendicatives. Le pire, c'est qu'on arrive à peine à distinguer d'une autre une soirée « programme minimal », pour raison de grève.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 14

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

I. Ça en fait des as !. II. Fait dans l'agitation. III. Touche à ce qui est brisé - commence un inventaire. IV. Pronom indispensable aux placards. V. Caché à l'envers - d'après le « Robert », concerne tant Chirac qu'un basset ! VI. Parfois cravatées - au début de la classe. VII. Mufle - à moitié parasite - fait bouger. VIII. T'opposeras à toute libération. IX. Ont une lourde charge - pour la voir, refermez le journal. X. De l'action dans un acte - dansait au bras.

Verticalement :

1. Est utile - très attachées. 2. Vieux porteur - tantôt positif, tantôt négatif. 3. Fait le pied ou fait labour - conclue un ultimatum - ça y pétille. 4. Même secrète peut faire du bruit. 5. Des grains renversés - flic. 6. Se couvrait parfois de barricades à Paris - Giscard est de mieux en mieux avec eux. 7. Dans la commune - peut être l'objet du 4 vertical. 8. Voyelle doublée - morceau de pêche - Basque. 9. Négation - occupés pas le pouvoir quand ils sont petits. 10. Objet paraît-il du 4 vertical - une victime.

Solution du problème n° 13

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	E	L	E	C	T	O	R	A	L	I	S	T	E
II	L	U	M	I	E	R	E	O	S	E	E	S	E
III	E	C	M	A	C	L	I	E	N	T	S		
IV	C	R	E	E	R	E	R	A	R	E			
V	T	A	S	S	E	M	E	N	T	S	A	U	
VI	I	T	M	U	E	T	S	B	E	L			
VII	O	I	S	E	U	S	E	S	R	U	D	E	
VIII	N	V	E	S	B	I	E	R	E				
IX	S	E	E	S	T	V	I	S	S	E	S		

sélection TV

Dimanche 20 février sur FR 3, Cinéma de Minuit : *La corruption*, de Mauro Bolognini.

Lundi 21 février à 20 h 30 sur TF 1 : *L'arrangement* d'Elia Kazan. La mise à nu à travers un personnage, des forces souterraines qui régissent le comportement de certaines couches sociales de l'Amérique actuelle : argent, conformisme social, etc.

A 22 h 50 sur Antenne 2 : *L'huile sur le feu* : plateau Beaubourg, R. Bordaz, G. Fillioud.

Mardi 22 février à 20 h sur France-Culture : *Dialogues* par Roger Pillaudin. Le progrès dans l'être humain avec Bertrand de Jouvenel et René Andrieu. Le progrès aujourd'hui ? On en voit surtout ses nuisances, le déséquilibre qu'il entraîne, alors quelle issue.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : les dossiers de l'écran : *Devine qui vient dîner ?* Plaidoyer antiraciste sur les mariages entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis. Pas de violence, un mariage entre bourgeois de couleur différente. Un débat sur le racisme suivra le film.

A 20 h 30 sur TF 1 : *Sur les traces d'Ulysse*. Documents de la TV américaine CBS, qui reconstitue le voyage d'Ulysse à travers la Méditerranée en suivant les phrases même de l'ouvrage d'Homère. Etonnant.

A 21 h 30 sur TF 1 : le monde des peintres naïfs : les Yougoslaves.

Vendredi 25 février à 21 h 30 sur FR 3 : *Voyages dans le cosmos*. 6^e émission de Jean Lallier et Monique Tosello. A quoi sert l'astronomie : étudier la position des planètes et des constellations du Zodiaque pour prévoir le destin des hommes, les astronomes le refuse, étudier les ovni, ou tout simplement observer le ciel « parce que c'est beau ».

A 22 h 47 sur Antenne 2 : Ciné-club : *Cape et poignard* (1946) de Fritz Lang. Contribution de Lang à la lutte contre le nazisme. ■

Jean Rousselot : poésie ininterrompue les moyens d'existence

L'œuvre poétique de notre camarade Jean Rousselot a été rassemblée, par les soins d'Alain Bosquet et du poète, en un très beau livre (1). Une œuvre qui s'étend sur quarante années (1934-1974) pour lesquelles la poésie, au même titre que l'amour ou le pain, constitue un de ces « moyens d'existence », essentiel et dérisoire. Plutôt que d'une interview « en règle », il s'agit ici d'une rencontre. Rencontre autour d'une passion commune : la poésie.

EAU LOURDE I

Eau lourde en nous qui tombe
Goutte à goutte à hurler
Si c'était de la chair
Ce toujours même endroit.
Mais si fort qu'on existe
Encore ça et là
Par décret d'amoureuse
Ou coutume qu'on a,
On n'a pas mal, on est
Cette écriture en fonte
Qui distend la mâchoire
De l'arbre indifférent
A tout ce qui n'est pas
Le grand révassement.

Comment se retrouver, se reconstituer, lorsque tout vous pousse à l'éparpillement, sans pour autant être un déserteur qui, de sa tour d'ivoire, fuit ou dédaigne la dangereuse agitation du monde? Angoissante et permanente question.

« Ce qu'on appelle son âme,
C'est cela : ce vieux mouchoir
Dans lequel on a saigné. »

« Tout de suite s'est posée à moi l'option : poésie/révolution. Je tiens à mes filiations ouvrières et paysannes. La réalité m'a toujours collé au cul ! C'est pourquoi ma poésie est si liée à ma vie. »

1941 « PRIERE

Les premiers mots seulement
Ce qui doit être sauvé
Un os anonyme un pavé

Pas même et le voyage est long
Ma belle mon impossible vie
Sur mon poing tu trembles faucon

La lèpre est sur moi sur la terre
Couvant un sexe sans merci
Qui se déchire à coups de bec

Je cherche ta trace et la mienne
Liberté que tissait mon souffle
Quand tout mon sang pouvait
[suffire.

1950 : EN ATTENDANT

De quoi — si l'on avait le temps —
Repeindre la chose
Et même, qui sait, sauver le Christ.

Mais on peut tout juste en sautant
Echapper aux panthères noires
Du Corps Diplomatique.

Ce n'est jamais en vain pourtant
Que l'on descend dans la ville :
On y récolte de beaux crachats de
[sang
A la porte des dispensaires

De quoi préparer la toile,
En attendant.

J. Rousselot : à la fois ce président de la très sérieuse (et efficace) Société des Gens de Lettres ; grâce à elle, l'actuel système des bourses, nécessairement très individualisé, sera remplacé par un versement, aux éditeurs, de subventions les engageant à publier des ouvrages de poésie ; ce militant du PSU, aussi, très consciencieux : « en faisant pisser mon chien, je fais les boîtes à lettres du coin, les tracts sous le bras... » !

« Chaque matin ma boîte aux lettres est pleine de tracts qui me chiffonnent adhérez au Mouvement de la Nuit ! Votez pour Dieu ! Tous unis dans la Chose !

Plus tard le facteur m'apporte une poignée de billevesées pires, que je chiffonne.

Entre-temps j'ai fait le café, lavé les plaies, morigéné les chiens et ri avec le merle. Repris du service, quoi ! »

Rousselot c'est enfin ce poète « retiré » (« Et maintenant je vais m'enfoncer en moi-même... ») sur la « Route du silence », celle qui côtoie ou traverse la forêt de Marly.

Un homme toujours pris entre la tentation du retour — au silence, à la solitude, à la nature — et la nécessité de l'intervention dans l'arène de l'histoire. Entre une naïveté un peu mièvre et un cynisme qui cache mal le désespoir profond.

Jean Rousselot :
quarante années au service de la poésie.



1967 : L'ESPOIR

Ne vous habillez pas d'espoir
C'est salissant

Ou bien teignez-le en rouge
Comme les gladiateurs
Pour cause de sang

Ou bien dans les bruns
Comme Job et Lazare
Pour cause de pourriture

Ou bien portez l'espoir des autres
De tous les autres
Il a traîné partout
Il pue la femme et l'ange
C'est la saleté même
Humaine
Resplendissante.

1968 : AU TAS

Nous nous retrouverons. Tous. Il n'y aura plus de distances. En attendant, nous sommes stratifiés, chacun à sa hauteur, et nulle coulée de lave, nulle aiguillée de fil rouge ne court entre nous. Nous faisons chacun notre lit, nous ne mêlons pas nos larmes. Nous ne voulons pas qu'il soit dit que nous nous chauffons du même bois mort, [...]

Et quand bien même ? Qu'est-ce que ça change à ce qui est, ce peu d'espoir qui tremble comme un linge au bord des pourritures, ce peu d'espoir qu'ici nous n'aurons pas payé, nous ici plus morts que morts ?

De semblable manière le poète, périodiquement, revient à des formes classiques (alexandrins...) comme s'il était brusquement pris d'effroi devant son pouvoir d'invention, les explosions déclenchées, la liberté souve-

raîne des mots, les rythmes nouveaux qui brisent la langue pour en changer la respiration, la soulèvent contre les roches des corps et de l'histoire.

Ma poésie n'est pas « réaliste » au sens plat du terme. Un artiste ne doit pas faire du « jdanovisme » (2), soumettre son art à une idéologie. Ma poésie n'est pas « politique », elle essaie seulement d'être le reflet, la manifestation d'une certaine présence humaine, une façon de prendre le lecteur par la main. Mais les Français n'aiment pas la poésie. Ils sont trop cartésiens. Alors que dans les pays de l'Est, il y a encore dix ans, les gens se ruaient sur la poésie. Mais cela a déjà changé, dans la mesure où la société de consommation s'empare d'eux. Le poète, actuellement, n'a pas sa place dans le monde. Pourtant, c'est lui qui entretient un certain rituel de la pensée, de la vie. On revient à lui dans les périodes de crise (Résistance, etc.) ou lorsque la langue est menacée (comme au Québec). Finalement, c'est toujours lui qui a raison ! Même si « nul n'a jamais su — pas même le poète — ce qu'est la poésie. Un silence entre l'amour et la mort ?

TOUT-EN-UN

Pour ne pas les confondre, pour ne pas les perdre, pour ne pas m'oublier moi-même au fond de leur regard, je leur donnais des noms ; des noms à moi ; ma grande biche bûcheuse, ma noctéglise, ma huppe islande, ma sévère au matin.

Il y avait aussi la douce à dire, la servante des neiges, l'exclamouse, l'ingouvernable obscure. Toujours des noms à moi...

Et la maternelle, bien sûr, avec ses drapés bleus, ses rudes mains ! Mais celle-là, qui crachait rouge par ma bouche, n'avait pas à redouter que je l'oublie, que je la prenne pour une autre ou que je meure sans l'attendre.

LA BÊTE

Pas de pentecôte
Pas de brâme

Elle viendra de biais
Retenant son souffle
Le bruit de ses pas couvert
Pas le pourchas des rongeurs

Elle est peut-être à me suivre déjà
Sous l'épine noire
Du poil ou de la plume entre les
[dents.

Jean Rousselot : pour le recueillement. Non pas celui qui agenouille et soumet. Celui qui reçoit, sans tri préalable, et transmue, par le feu de la parole, l'or en sueur, le fer en fleur, l'encre en sang.

Marion LAY ■

(1) Jean Rousselot, Les moyens d'existence ; Œuvre poétique, 1934-1974, Paris, Seghers, 1976, 288 p.

Sur J. Rousselot, consulter, entre autres, J. Rousselot, par André Marissel, Paris, Seghers, [1960] 1973, coll. « Poètes d'aujourd'hui ».

(2) De Jdanov, le commissaire et idéologue à la Culture sous Staline : l'art doit se mettre au service de l'Etat et du Parti.